|  |
| --- |
| CÔTE D’IVOIRE  ---  Ministère de l’ENVIRONNEMENT ET du Développement Durable |
| Réduction des émissions de gaz à effet de serre liées à la déforestation et à la dégradation des forêts (REDD+) |

**EVALUATION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE STRATEGIQUE (EESS) DE LA MISE EN ŒUVRE DU MECANISME REDD+ EN CÔTE D’IVOIRE**

**CADRE DE GESTION DES RESSOURCES CULTURELLES PHYSIQUES (CGRCP)**

**Décembre 2018**



TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES i

TABLE DES TABLEAUX ET FIGURES iii

LISTE DES ACRONYMES v

Résumé exécutif 1

Executive summary 2

Introduction 3

1. Description du programme 5

1.1. Rappel sur le mécanisme international de la REDD+ 5

1.1.1. Rappel sur le mécanisme international REDD+ 5

1.1.2. Approche nationale du mécanisme REDD+ 5

1.1.3. Les trois étapes du mécanisme REDD+ 5

1.2. Le mécanisme REDD+ en CI 6

1.2.1. Objectif global du mécanisme 6

1.2.2. Schéma institutionnel global du mécanisme 6

1.2.3. Financement du mécanisme 7

1.2.4. Étapes de la mise en place du mécanisme 8

1.3. Contenu du Mécanisme REDD+ en CI 9

1.3.1. Éléments clés du R-PP REDD+ 9

1.3.2. Stratégie Nationale REDD+ 9

2. Analyse sommaire du profil de la zone d’intervention du programme 11

2.1. Profil communautaire de la zone d’intervention du programme 11

2.2. Profil patrimonial de la zone d’intervention du programme 11

2.2.1. Définition 11

2.2.2. Types de patrimoines 12

3. Méthodologie utilisée 13

4. Examen du cadre politique et juridique 14

4.1. Stratégie de gestion du patrimoine culturel national 14

4.2. Cadre institutionnel de protection et de valorisation du patrimoine culturel 14

4.2.1. Le Ministère de la Culture et de la Francophonie 14

4.2.2. La Direction du Patrimoine Culturel 15

4.2.3. Le Ministère de l’Environnement et du Développement Durable 16

4.2.4. Le Ministère des Eaux et Forêts 16

4.2.5. Les Collectivités Territoriales 16

4.3. Le cadre juridique du patrimoine culturel national 17

4.3.1. Le cadre juridique international 17

4.3.2. Le cadre juridique national 18

5. Description de l’état initial du patrimoine historique et culturel physique 22

5.1. Biens classés au patrimoine mondial et au patrimoine de l’humanité de l’unesco 22

5.2. Biens classés au patrimoine national 22

5.3. Patrimoine culturel au niveau local 23

6. Bilan diagnostic des questions clés identifiées 24

6.1. Données recueillies lors des consultations 24

6.2. Exposé de la situation et réponses recueillies 24

7. Principes directeurs et objectifs poursuivis 26

8. Démarche méthodologique à suivre dans la réalisation des activités (actions correspondantes) 27

8.1. Prise en compte du cadre normatif et des directives applicables 27

8.2. Identification des impacts négatifs potentiels des projets REDD+ sur les ressources culturelles physiques 27

8.2.1. Inventaire des ressources culturelles physiques susceptibles d’être impactés 27

8.2.2. Élaboration de l’état initial de la valeur culturelle des sites 28

8.2.3. Mesures de protection des ressources culturelles physiques 28

9. Synthèse des consultations publiques 31

10. Plan de mise en œuvre 33

10.1. Définition des objectifs des plans d’actions 33

10.2. Mobilisation et implication des acteurs 34

10.3. Budget de mise en œuvre 34

11. Plan de suivi 35

11.1. Stratégie de suivi et contrôle de l’exécution 35

11.2. Contenu du suivi-évaluation du CGRCP 35

11.3. La périodicité du suivi et de l'évaluation 36

12. Conclusion 37

Références bibliographiques 39

Annexes 41

Annexe 1. Détail des consultations sur le patrimoine 43

Annexe 2. Termes de références 45

TABLE DES TABLEAUX ET FIGURES

Liste des figures

Figure 1 : Schéma des étapes de mise en œuvre de la REDD+ 6

Figure 2 : Jalons de la mise en œuvre du mécanisme REDD+ en Côte d’Ivoire 8

Figure 3 : Options stratégiques REDD+ en Côte d’Ivoire ancrées dans les moteurs de la déforestation 10

Liste des tableaux

Tableau 1 : Avancement du mécanisme REDD+ en Côte d’Ivoire 7

Tableau 2 : Résultat des consultations régionales 24

Tableau 3 : Récapitulatif des activités sources d’impacts et des mesures de protection des ressources culturelles physiques 30

Tableau 4 : Synthèse des réponses au niveau des Chefs-lieux consultés 31

Tableau 5 : synthèse des réponses au niveau des Villages consultés 31

LISTE DES ACRONYMES

AFD Agence Française de Développement

AFOLU Agriculture Forestry and Other Land Use

AIPH Association Interprofessionnelle de la filière Palmier à Huile

ANDE Agence Nationale De l’Environnement

AP Aire protégée

AT Assistance Technique

BAU Business As Usual

BEEA Bureau d’Etudes Environnementales Agréé (Consultant)

Bm Banque mondiale

BNETD-CCT Bureau National d’Etudes Techniques et de Développement - Centre de Cartographie et de Télédétection

CCBA the Climate, Community & Biodiversity Alliance

C2D Contrat de Désendettement et de Développement

CGRCP Cadre de Gestion des Ressources Culturelles Physiques

CN-REDD+ Commission Nationale REDD+

CLIP Consultation Libre et Informée Préalable

CS Comité de Suivi

CTN Comité Technique National (FLEGT)

DFPE Domaine Forestier Permanent de l’Etat

DSRP Document Stratégique de Réduction de la Pauvreté

EESS Evaluation Environnementale et Sociale Stratégique

EFI-IEF European Forest Institute - Institut Européen de la Forêt

FC Forêt classée

FIA Fonds d’Investissement Agricole

FLEGT Forest Law Enforcement for Governance and Trade

FPCF Fonds de Partenariat pour le Carbone Forestier

GES Gaz à Effet de Serre

HCS High Carbon Stock

HCV High Culture Value

GIEC Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat

GOFC-GOLD Global Observation for Forest Cover and Land Dynamics

MDP Mécanisme de Développement Propre

MEDD Ministère de l’Environnement et du Développement Durable

MEF Ministère de l’Economie et des Finances

MINPD Ministère du Plan et du Développement

MINEDD Ministère de l’Environnement et du Développement Durable

MINEF Ministère des Eaux et Forêts

MNV Mesure, Notification, Vérification

MPD Ministère du Plan et du Développement

NR Niveau de Référence (Carbone)

OIPC Office Ivoirien du Patrimoine Culturel

OIPR Office Ivoirien des Parcs et Réserves

OI-REN Observatoire Ivoirien pour la gestion durable des Ressources Naturelles

ONG Organisation Non Gouvernementale

OPA Organisation Professionnelle Agricole

PCI Principes, Critères et Indicateurs

PF-REDD+ Point Focal REDD+

PLR Politiques, Lois et Réglementations (rédigées dans le cadre de la REDD+)

PNCC Programme National Changement Climatique (SEP-REDD+)

PND Programme National de Développement

PO Politiques Opérationnelles (Banque mondiale)

PP Parties Prenantes

PPP Partenariat Public Privé

PRC-EGS Plan de Renforcement des Capacités dans les domaines de l’Evaluation, la Gestion et le Suivi environnementaux

PSE Paiement pour Services Environnementaux

PTF Partenaires Techniques et Financiers

CI Côte d’Ivoire

REDD+ Réduction des Emissions dues à la Déforestation et à la Dégradation des forêts

R-PP Plan de Préparation à la REDD+

RSE Responsabilité Sociétale des Entreprises

RSPO Roundtable on Sustainable Palm Oil

SEP-REDD+ Secrétaire Exécutif Permanent REDD+

SFI Société Financière Internationale (sauvegardes)

SIS Système d’Information des Sauvegardes (REDD+)

S&MNV Suivi et Mesurage, Notification, Vérification (REDD+)

SN REDD+ Stratégie Nationale REDD+

SNSF Système National de Surveillance des Forêts

SODEFOR Société de Développement des Forêts

SWOT Strengths (forces), Weaknesses (faiblesses), Opportunities (opportunités), Threats (menaces)

TCP Technical Cooperation Programme (FAO)

TIC Technologies de l’Information et de la Communication

Résumé exécutif

**Le Cadre de Gestion des Ressources Culturelles Physiques (CGRCP)** de l’Evaluation Environnementale et Sociale Stratégique (EESS) est le processus par lequel les projets à venir sont situés dans un cadre référentiel permettant de juger de leurs impacts sur les ressources culturelles physiques en situation ex-ante. Sa finalité est d’orienter la décision de façon stratégique, en prenant en compte les effets possibles des projets à venir sur ces ressources et/ou d’orienter les alternatives en les intégrant dans le processus de leur rentabilité économique ou sociale.

L’une des finalités premières du mécanisme REDD+ étant la préservation et l’amélioration du couvert forestier existant, par exemple, la déclinaison de la sous-option stratégique sO 2.2 relative au Système de surveillance des forêts, pourrait déclencher la PO 4.11 et rendre nécessaire des plans d’actions spécifiques se référant à un Cadre de Gestion des Ressources Culturelles Physiques, conformément aux principes et directives opérationnelles de la Banque mondiale.

L’importance du patrimoine historique et culturel n’est plus à démontrer au regard du foisonnement des conventions et traités internationaux. La Côte d’Ivoire a reconnu cette importance à certains sites et biens existants, à travers plusieurs dispositions légales et règlementaires de sauvegarde.

Une revue du cadre juridique et institutionnel de la stratégie de gestion du patrimoine culturel national se présente comme une stratégie parcellaire ou partiellement élaborée. S’il convient de déplorer, en matière de politique de gestion du patrimoine culturel, l’inexistence d’un document unique de stratégie et de programme, force est cependant de constater que certaines structures clés du Ministère de la Culture, telle que l’Office Ivoirien du Patrimoine Culturel (OIPC), disposent de Plans d’actions pour une période déterminée. C’est le cas du Plan d’actions triennal 2015-2017 de ladite structure.

L’élaboration du Cadre de Gestion des Ressources Culturelles Physiques est un processus à plusieurs volets, qui à leur mise en œuvre, permettront d’analyser les exigences de chaque site à valoriser, d’anticiper les activités particulières requises pour une gestion durable du site et ainsi de rédiger un plan de gestion intégral.

Le cadre fait un état des lieux, tout en soulignant les aspects critiques et les potentialités. Il identifie les catégories de ressources à prendre en compte lors de la mise en œuvre des principes et objectifs proposés. Ce procédé permettra de vérifier le déroulement viable des actions et l’évaluation des impacts possibles sur les dynamiques locales.

La gestion durable du patrimoine culturel physique passe par la prise en compte des réalités socioculturelles et spatiales inhérentes à chaque site, car chaque site possède ses valeurs individuelles et particulières. En effet, seule une analyse détaillée des réalités locales spécifiques aux différents sites permet de se rendre compte des aspects institutionnels spécifiques à chaque site.

Les actions à entreprendre à l’endroit des ressources culturelles sont des interventions de localisation et de préservation.

Les coûts liés à ces actions d’identification, localisation et préservation seront intégrés dans les Plans de Gestion Environnementale et Sociale (PGES), les Notices d’Impact Environnemental et Social (NIES) et les Plans d’Action de Réinstallation (PAR). Cependant, un budget de cent millions sera nécessaire pour l’organisation des ateliers de partage du contenu du présent CGRCP dans l’ensemble des Régions retenues pour la mise en œuvre des projets dans le cadre du mécanisme REDD+.

Executive summary

The Physical Cultural Resources Management Framework (PCRMF) of Strategic Environmental and Social Assessment (SESA) is the process by which future projects are located within a reference framework to assess their impacts on physical cultural resources in ex-ante situations. Its purpose is to guide the decision in a strategic way, taking into account the possible effects of future projects on these resources and/or to guide alternatives by integrating them into the process of their economic or social profitability.

One of the primary purposes of the REDD+ mechanism being the preservation and improvement of existing forest cover, for example, the implementation of strategic suboption sO 2.2 on the Forest Monitoring System, could trigger OP 4.11 and require specific action plans referring to a Physical Cultural Resource Management Framework, in accordance with the World Bank's operational principles and guidelines.

The importance of the historical and cultural heritage is no longer to be demonstrated in view of the proliferation of international conventions and treaties. Côte d'Ivoire has recognized this importance for certain existing sites and properties through several legal and regulatory provisions for safeguarding.

A review of the legal and institutional framework of the national cultural heritage management strategy is presented as a fragmented or partially developed strategy. While it is regrettable that there is no single strategy and programme document for cultural heritage management policy, it must be noted that some key structures of the Ministry of Culture, such as the Ivorian Office for Cultural Heritage (OIPC), have action plans for a specific period. This is the case with the three-year 2015-2017 Action Plan of the said structure.

The development of the Framework for the Management of Physical Cultural Resources is a multi-faceted process, which, when implemented, will make it possible to analyse the requirements of each site to be developed, to anticipate the specific activities required for sustainable management of the site and thus to draw up a comprehensive management plan.

The framework provides an overview of the situation, while highlighting critical aspects and potentialities. It identifies the categories of resources to be taken into account when implementing the proposed principles and objectives. This process will make it possible to verify the viable progress of the actions and the evaluation of the possible impacts on local dynamics.

The sustainable management of the physical cultural heritage requires taking into account the socio-cultural and spatial realities inherent in each site, as each site has its own individual and particular values. Indeed, only a detailed analysis of the local realities specific to the different sites makes it possible to assess the institutional aspects specific to each site.

The actions to be taken with respect to cultural resources are localization and preservation interventions.

The costs associated with these identification, location and preservation actions will be integrated into the Environmental and Social Management Plans (ESMPs), Environmental and Social Impact Notices (ESINs) and Resettlement Action Plans (RAPs). However, a budget of one hundred million will be required for the organization of workshops to share the content of this PCRMF in all the Regions selected for the implementation of projects under the REDD+ mechanism.

Introduction

Objectif du CGRCP

L’EESS commandée par le SEP REDD+ vise à se doter d’outils d’harmonisation des méthodes et d’identification des personnes affectées par l’ensemble des projets du mécanisme REDD+. Ainsi, le présent Cadre de Gestion des Ressources culturelles physique vise à mettre à la disposition du SEP REDD+, de ses Partenaires Techniques et Financiers et des professionnels de la conception, en matière de gestion environnementale et préservation de la biodiversité, un référentiel qui pourrait aider à améliorer et rationnaliser les procédures, les normes légales et les pratiques locales relatives aux relativement à la préservation et à la valorisation des ressources culturelles physiques.

Le présent Cadre de Gestion des Ressources Culturelles et Physiques a pour objectif de fournir des directives dans le cadre de l’élaboration de plans d’intervention pour la gestion des biens culturels au cours de la réalisation des activités des projets dans les zones d’intervention.

Cadre d’elaboration du GCRCP

A l’instar de tout le mécanisme REDD+, l’Evaluation Environnementale et Sociale Stratégique (EESS) a adopté une démarche participative d’identification des impacts potentiels (leur nature, portée, durée, importance…) et de recueil des propositions d’atténuation des risques relativement à ses options stratégiques.

La démarche d’élaboration du CGRCP a ainsi été caractérisée par la collecte et l’analyse des données, comme épine dorsale de toute l’étude à travers les étapes suivantes :

* une revue documentaire touchant aux domaines de la gestion environnementale et sociale ;
* des entretiens individuels avec les catégories les plus pertinentes d’acteurs ayant des expériences diverses à partager en matière de gestion de l’environnement et de préservation de la biodiversité, notamment les acteurs institutionnels et gouvernementaux, ainsi que d’autres acteurs potentiels bénéficiaires des projets REDD+ avec une forte implication de la société civile ;
* la tenue de consultations nationales et régionales impliquant également différents acteurs au niveau national, à Abidjan et dans plusieurs chefs-lieux de régions et de départements et dans différents villages ;
* une analyse des textes réglementaires et des pratiques en matière de gestion des patrimoines culturelles en Côte d’Ivoire, ainsi que des politiques de certaines institutions internationales ;
* le croisement et l’analyse de ces données et la rédaction d’un document provisoire du CGRCP.

Contenu et structuration du CGRCP

Le contenu du présent rapport cadre est subdivisé en 12 parties, présentées comme suit :

* chapitre 1 : Description du programme ;
* chapitre 2 : Analyse sommaire du profil de la zone d’intervention du programme ;
* chapitre 3 : Présentation de la méthodologie utilisée;
* chapitre 4 : Examen du cadre politique et juridique;
* chapitre 5 : Description de l’[état initial du patrimoine historique et culturel physique](#_Toc451887251) ;
* chapitre 6 : Bilan diagnostic des questions clés identifiées ;
* chapitre 7 : Enoncés des principes directeurs et des objectifs poursuivis
* chapitre 8 : Démarche méthodologique à suivre dans la réalisation des activités
* chapitre 9 : Synthèse des consultations publiques
* chapitre 10 : Plan de mise en œuvre
* chapitre 11 : Plan de suivi
* chapitre 12 : Conclusion

# Description du programme

## Rappel sur le mécanisme international de la REDD+

### Rappel sur le mécanisme international REDD+

D’après le Groupe d’experts Intergouvernemental sur l’Évolution du Climat (GIEC, 2007), la déforestation et la dégradation des forêts tropicales sont responsables de plus de 17% des émissions de Gaz à Effet de Serre (GES) anthropiques. Ce constat a propulsé la problématique de la déforestation et de la dégradation des forêts tropicales sur le devant de la scène des négociations internationales sur le climat et fait aujourd’hui l’objet d’un mécanisme spécifique dénommé REDD+.

Le mécanisme de Réduction des Émissions dues à la Déforestation et à la Dégradation forestière (REDD) propose de rémunérer sur une base volontaire les pays en voie de développement pour leurs efforts dans la lutte contre la déforestation et la dégradation forestière. Devenu REDD+, ce mécanisme prend également en compte depuis quelques années, la conservation de la biodiversité, la gestion durable des forêts et l’augmentation des stocks de carbone forestier.

Si l’intérêt et le principe de ce mécanisme sont reconnus, les modalités de mise en œuvre sont encore dans une phase pilote. Toutefois, beaucoup d’avancées ont été réalisées :

* au niveau international, sur l’élaboration de son architecture ;
* au niveau national, avec la définition de stratégies REDD+ nationales, grâce à la mise en place de fonds provenant d’initiatives multilatérales et bilatérales ;
* au niveau local avec le développement de projets de démonstration REDD+.

### Approche nationale du mécanisme REDD+

Aujourd’hui, pour garantir l’intégrité environnementale du mécanisme, le consensus favorise une approche nationale pour la comptabilisation et la rémunération des résultats du mécanisme REDD+. Cela signifie que les résultats de la mise en œuvre du REDD+ doivent pouvoir être mesurés et vérifiés à l’échelle du pays. Ainsi, les pays volontaires, tel la CI, doivent :

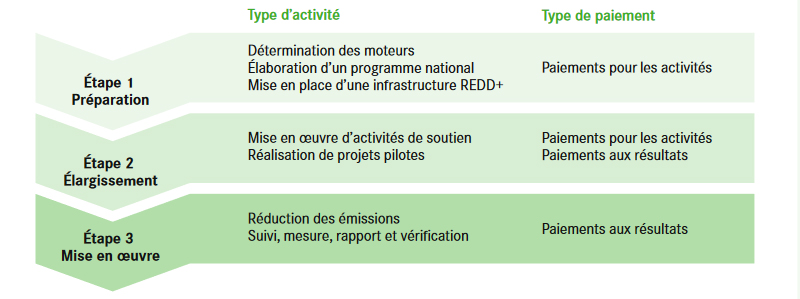
* définir une base de référence sur des observations historiques, des projections en fonction de facteurs démographiques, économiques, etc., pour la comptabilisation des réductions d’émissions, qui doit couvrir l’ensemble du territoire ;
* mettre en place un système de Mesure, Notification et Vérification (MNV) pour le suivi et la vérification des réductions d’émissions réelles de GES, permettant ainsi de bénéficier du financement carbone ;
* prendre en compte les sauvegardes nécessaires face aux possibles impacts sociaux et environnementaux du mécanisme, notamment via la conduite d’une EESS du mécanisme REDD+.

### Les trois étapes du mécanisme REDD+

La mise en place du dispositif national nécessite des investissements initiaux importants qui ne peuvent être pris en charge par les pays seuls : les accords signés lors de négociations internationales à Cancun en 2010, prévoient donc un mécanisme de financement en trois étapes (cf. schéma ci-dessous) :

* Étape 1 : Préparation : mise en place du cadre requis (niveau de référence, capacités de suivi, mécanismes de perception des fonds…) et de la stratégie nationale de réduction des émissions ;
* Étape 2 : Élargissement : amélioration de la gouvernance et des capacités institutionnelles, dispositif de contrôle du couvert forestier et des émissions de GES d’origine forestière ;
* Étape 3 : Mise en œuvre : mesure des réductions d’émissions et paiements des résultats.

Figure 1 : Schéma des étapes de mise en œuvre de la REDD+



Source : Facilité REDD de l’UE,2014, 2014

## Le mécanisme REDD+ en CI

### Objectif global du mécanisme

En 2012, le Ministère de l’Environnement et du Développement Durable (MINEDD), à travers le Secrétariat Exécutif Permanent REDD+ (SEP/REDD), s’est engagé dans le mécanisme REDD+ et en 2015, le pays a été sélectionné comme l'un des nouveaux pays pilote du Programme d'Investissement Forestier (FIP).

En outre, le Président de la Côte d'Ivoire a indiqué, à l’occasion du Sommet du Secrétaire général des Nations Unies sur le climat à New York, en septembre 2014, que le pays devrait produire du cacao « zéro déforestation » à partir de 2017.

Enfin, la Côte d’Ivoire a élaboré sa vision stratégique REDD+, ancrée sur une approche intégrée des paiements pour services environnementaux (PSE) et des filières agricoles vertes, tout en ambitionnant de mobiliser le secteur privé, des petits producteurs et des communautés locales, vers des partenariats publics-privés dans ce domaine.

L’objectif de la REDD+ en CI à partir de 2017, est de stabiliser et d’inverser la disparition des forêts et de la biodiversité, en reconstituant un couvert forestier sur 20% du territoire national, tout en assurant l’atteinte des objectifs de réduction de la pauvreté.

La stratégie nationale REDD+, attendue pour 2016-2017, cherche donc à intégrer des plans de découplage entre production agricole et déforestation, pour les principales filières agricoles, telles que le cacao, le café, le palmier à huile, l’hévéa, les cultures vivrières…, à travers la promotion d’une agriculture intensive à impacts réduits sur l’environnement, à travers l’agroforesterie et un système de surveillance des forêts. La REDD+ veut se mettre en cohérence avec le processus FLEGT, tout en réduisant les risques sociaux et environnementaux de la REDD+ grâce à la conduite d’une EESS, objet du présent rapport.

### Schéma institutionnel global du mécanisme

Le schéma institutionnel global du mécanisme REDD+ repose sur les organismes suivants :

* Maître d’ouvrage : Gouvernement de Côte d’Ivoire ;
* Maître d’ouvrage délégué : Ministère de l’environnement, et du Développement Durable (MINEDD), chargé du pilotage du mécanisme national REDD+ ;
* Maître d’œuvre : Commission Nationale REDD+ (CN-REDD+), avec délégation au Secrétariat Exécutif Permanent pour la REDD+ (SEP/REDD+) mis en place pour la réalisation du plan de préparation REDD+ ;
* Intégration dans la politique nationale de développement : ‘Task Force interministérielle sur la REDD+’, pilotée par le Ministère du Plan et du Développement, notamment pour assurer le dialogue interministériel et intégrer la REDD+ dans le PND ;
* Partenariat avec le mécanisme FLEGT piloté par le MEF, sur l’application de la législation forestière, la gouvernance et les échanges commerciaux de bois dans le cadre du Programme UE-FAO / APV-FLEGT ;
* Mise en place d’une plateforme REDD+ d’information et de consultation des OSC, conjointe avec le FLEGT, devenue Observatoire Ivoirien pour la gestion durable des Ressources Naturelles (OI-REN), permettant d’assurer la participation des acteurs non gouvernementaux au mécanisme.

### Financement du mécanisme

Sur un budget global prévisionnel de près de 40 M US$, environ un quart de ce montant est aujourd’hui assuré pour la préparation à la REDD+ et 3/4 pour le PIF, selon la répartition entre Gouvernement et PTF, présentée dans le tableau ci-dessous :

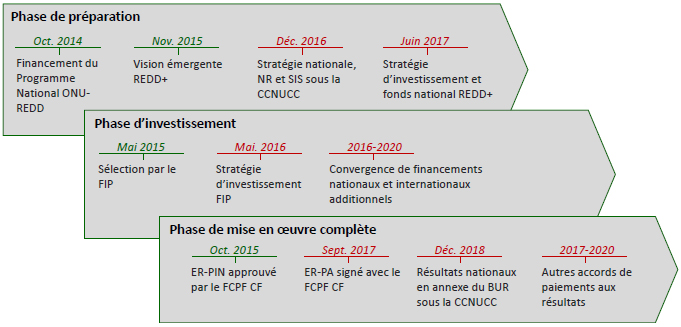
Tableau 1 : Avancement du mécanisme REDD+ en Côte d’Ivoire

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Bailleurs de fonds | Programmes | Montants en millions d’US$ | Dates |
| Côte d’Ivoire | REDD+ | 0,25 | 2011 |
| Partenariat FAO-PNUD-PNUE | Programme ONU-REDD | 3,20 | 2011 |
| Banque mondiale (Bm) | Plateforme FCPF | 3,80 | 2011 |
| Agence Française de Développement (AFD) | Contrat de Désendettement et de Développement (C2D) + Prog. IRD | 2,40  0,25 | 2013 |
| Union Européenne (UE) | Facilité REDD + Programme EFI | 0,44 | 2013 |
| BAD-Bm | Programme d’Investissement Forestier (PIF) | 28,5 | 2015 |
| **TOTAL :** | | **38,84** |  |

### Étapes de la mise en place du mécanisme

La mise en place de ce dispositif a permis de prévoir un schéma des étapes de mise en œuvre de la REDD+, tel que présenté ci-dessous :

Figure 2 : Jalons de la mise en œuvre du mécanisme REDD+ en Côte d’Ivoire



Source : Une vision émergente de la REDD+ en Côte d’Ivoire, nov. 2015.

## Contenu du Mécanisme REDD+ en CI

### Éléments clés du R-PP REDD+

Les actions engagées pour la préparation du mécanisme REDD+ en Côte d’Ivoire (R-PP) sont organisées dans les composantes suivantes :

* Composante 1 : Organisation et consultations ;
* Composante 2 : Préparation de la Stratégie REDD+ ;
* Composante 3 : Élaboration d’un niveau de référence national pour les forêts ;
* Composante 4 : Mise en place d’un système de mesure, notification et vérification (MNV) ;
* Composante 5 : Calendrier et budget ;
* Composante 6 : Suivi-évaluation du programme.

La Composante 2 est axée sur la préparation d’une stratégie nationale REDD+ : elle indique des options stratégiques préliminaires (composante 2b) et la nécessité d’une évaluation de ses impacts environnementaux et sociaux (composante 2d) – objet de la présente étude.

### Stratégie Nationale REDD+

Objectifs de la stratégie

L’objectif principal - pilier du mécanisme REDD+, est l’élaboration de la Stratégie Nationale REDD+ (SN-REDD+) dont les options clés préliminaires ont été identifiées dans un premier temps, dans le R-PP de mai 2014 (cf. sC 2b), qui constitue l’outil de planification du mécanisme national REDD+ sur la période 2014-2017. Ces options ont été détaillées et ont été présentées dans le document « Vision émergente de la REDD+ en Côte d’Ivoire » de novembre 2015. Des notes conceptuelles ont été rédigées afin de détailler plus précisément ces différentes options.

Suivant le processus de consultations sur les options avec les parties prenantes et les populations ainsi que les itérations avec la réalisation de l’EESS courant 2016, une version de la SN REDD+ a été publiée en novembre 2016 et par la suite, la version actuelle (adoptée en conseil de Ministre du 3 novembre 2017).

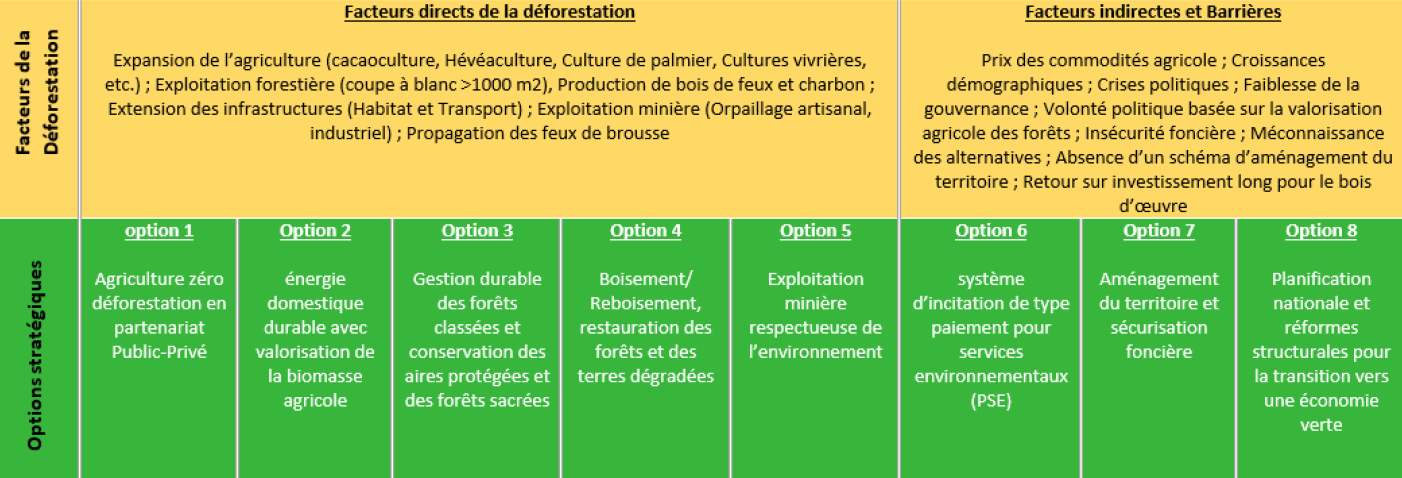
L’agriculture ayant été considéré comme le principal facteur de déforestation, le processus de rédaction de la SN-REDD+ a été engagé en janvier 2015 avec le développement de l’option stratégique « Agriculture zéro déforestation ». L’évaluation de l’importance de sa contribution potentielle à la REDD+, la nécessité de durabilité de ce secteur, pilier de l’économie, et l’engagement du secteur privé en ont fait l’option stratégique phare, présenté lors de la COP21 à Paris. La priorité mise sur ce secteur a par la suite été confirmé avec l’élaboration de la dernière carte d’occupation du sol de 2015 en Côte d’Ivoire (dont le processus de validation prendra fin en novembre 2018) qui montre que la plupart des zones qui ont fait l’objet de déforestation ont été converties en terres agricoles.

Options stratégiques

La Côte d’Ivoire a opté pour une mise en œuvre de la REDD+ selon une approche nationale, afin d’éviter le phénomène de déplacement des moteurs du déboisement et les émissions associées d’une zone à l’autre du pays, qui annulerait en partie les réductions d’émissions ou absorptions générées. Les options stratégiques sont cependant mises en œuvre selon une approche paysage, car les moteurs de la déforestation sont également nombreux et interconnectés. Les résultats nationaux de la REDD+ seront atteints à travers la mise en œuvre des différentes politiques et mesures de la stratégie nationale REDD+ dans différentes zones prioritaires. Cette priorisation s’est faite sur la base de l’analyse cartographique des moteurs de la déforestation. Pour l’atteinte des objectifs de la REDD+ en Côte d’Ivoire, huit options stratégiques ont été conçues dans le cadre de la Stratégie Nationale REDD+ (2017-2030). Elles sont présentées dans le tableau ci-dessous.

Les huit options stratégiques proposées permettent de traiter l’ensemble des moteurs de la déforestation et de la dégradation des forêts en Côte d’Ivoire en fonction des réalités des régions et se complètent pour l’atteinte de l’objectif global du mécanisme REDD+. Chaque option stratégique s’articule autour des objectifs spécifiques qu’elle vise et d’une série de politiques et mesures (Voir document de la Stratégie nationale REDD+, chapitre 4). Les axes d’intervention définis intègrent des dispositions de prévention et de gestion des aspects environnementaux et sociaux. En effet, l’élaboration de la stratégie de manière itérative avec l’EESS a permis l’intégration aux options stratégiques des dispositions visant à optimiser les enjeux et impacts positifs et à supprimer ou atténuer ceux qui sont négatifs.

Figure 3 : Options stratégiques REDD+ en Côte d’Ivoire ancrées dans les moteurs de la déforestation



Source : SN REDD+, août 2017

# Analyse sommaire du profil de la zone d’intervention du programme

## Profil communautaire de la zone d’intervention du programme

La répartition de la population ivoirienne (75% de la population totale) par groupes ethnolinguistiques est constituée de 5 grands groupes ethniques, que sont : Akans (38%), Gours (21%), Mandé du Nord (19%), Krou (11%), Mandé du Sud (9%). Ces groupes s’étendent au-delà des frontières ivoiriennes dans les pays voisins, notamment le Burkina Faso, le Mali, la Guinée. Cette population est en majorité agricole, avec 57% qui vivent en milieu rural, constituée d’une importante communauté étrangère, notamment burkinabé. En effet, le dynamisme de l’agriculture à travers les cultures forestières de rente, comme le cacao, le café, le palmier à huile et l’hévéaculture, ainsi que les conditions climatiques favorables auxdites cultures et à la production vivrière, ont attiré des allogènes, tant étrangers qu'ivoiriens, dans les parties Ouest, Centre-ouest et Sud-ouest du Pays.

La zone forestière qui couvre les parties Sud et Ouest (une majeure partie de la zone guinéenne, telle que définie selon HALLE et BRUZON (2006), est occupée par pratiquement toutes les ethnies autochtones (Bété, Guéré, Yacouba, Wobé…) et allogènes (Baoulé, Senoufo, Lobi, Malinké…), avec les communautés étrangères.

Le déplacement de la boucle du cacao des régions de l’Est vers l’Ouest, en passant par le Centre-ouest, est le lieu de flux migratoires internes et étrangers d’exploitants et de manœuvres agricoles. Cette situation participe à l’essor d’une économie locale, à l’instar du développement de certaines villes, telles que Daloa, Soubré et Duekoué, et est porteuse parfois de rapports conflictuels en lien avec les enjeux fonciers.

Le système économique, rapporté à l’ensemble des zones de projets REDD+, reste à dominance rurale, avec un secteur secondaire embryonnaire, voire inexistant et un secteur tertiaire tenu par l’administration publique locale, les services financiers, les télécommunications et le transport.

En matière de droit et de mode d’accès à la terre, il est à retenir que toutes les terres qui composent l’espace géographique occupé par les communautés villageoises, sont sous la juridiction des chefs de terre, seuls dépositaires des us et coutumes concernant le régime foncier (niveau familial ou communautaire/villageois, voire tribal). La loi foncière n°98-750 du 23 décembre 1998, bien qu’adoptée, mais pas suffisamment mise en application, cohabite avec le système foncier traditionnel de cession et de gestion. Toutefois, recours est fait à cette loi, surtout quand il s’agit des périmètres immatriculés et validés par les services domaniaux et du cadastre. La question foncière du fait des enjeux évoqués plus haut, peut devenir très sensible dans la période actuelle de post-crise, et les enjeux autour du contrôle de la terre s’alimentent de frustrations.

## Profil patrimonial de la zone d’intervention du programme

Lees sites des projets à réaliser dans le cadre du mécanisme REDD+ n’étant pas connus à ce stade des études, le parti pris consistera à considérer l’ensemble du territoire national comme sa zone d’intervention.

### Définition

Le mot patrimoine provient du latin patrimonium, qui signifie « héritage du père ». Le patrimoine est perçu comme un bien, un héritage légué par des générations antérieures aux générations présentes et à venir. Il fait appel à l'idée d'un héritage légué par les générations qui nous ont précédé et que nous devons transmettre intact ou augmenté aux générations futures, ainsi qu'à la nécessité de constituer un patrimoine pour demain. L’on dépasse donc largement la simple propriété personnelle (« droit d'user » et « d'abuser » selon le droit romain). Il relève de la propriété ou du bien public et commun.

### Types de patrimoines

Il peut être distingué deux types de patrimoines, à savoir :

* le patrimoine matériel;
* le patrimoine immatériel ;

L’appellation « patrimoine mondial » est attribuée à des lieux ou des biens, situés à travers le monde, possédant une valeur universelle extraordinaire. A ce titre, ils sont inscrits sur la Liste du patrimoine mondial, afin d’être protégés pour que les générations futures puissent encore les apprécier à leur tour.

A ce jour, 1007 biens culturels et naturels sont inscrits sur la Liste du patrimoine mondial. En Côte d’Ivoire, sont inscrits sur cette prestigieuse liste la ville historique de Grand-Bassam en 2012,  le balafon sénoufo (djéguélé) en 2013 et la Zaouli en 2017.

Le Patrimoine culturel ivoirien est géré par le Ministère en charge de la culture, dont les missions régaliennes sont, entre autres, la défense, la protection et la promotion du patrimoine, ainsi que la promotion de la diversité des expressions culturelles.

Le patrimoine matériel national est classé en deux groupes, à savoir :

* les biens classés patrimoines nationaux ;
* les biens classés patrimoine culturel inscrits sur la liste UNESCO ;

# Méthodologie utilisée

A l’instar de tout le mécanisme REDD+, l’Evaluation Environnementale et Sociale Stratégique (EESS) a adopté une démarche participative d’identification des impacts potentiels (leur nature, portée, durée, importance…) et de recueil des propositions d’atténuation des risques relativement à ses options stratégiques.

La démarche d’élaboration du CGRCP a ainsi été caractérisée par la collecte et l’analyse des données, comme épine dorsale de toute l’étude à travers les étapes suivantes :

* une revue documentaire touchant aux domaines de la gestion environnementale et sociale ;
* des entretiens individuels avec les catégories les plus pertinentes d’acteurs ayant des expériences diverses à partager en matière de gestion de l’environnement et de préservation de la biodiversité, notamment les acteurs institutionnels et gouvernementaux, ainsi que d’autres acteurs potentiels bénéficiaires des projets REDD+ avec une forte implication de la société civile ;
* la tenue de consultations nationales et régionales impliquant également différents acteurs à Abidjan et dans plusieurs chefs-lieux de régions et de départements et dans différents villages ;
* une analyse des textes réglementaires et des pratiques en matière de gestion des patrimoines culturelles en Côte d’Ivoire, ainsi que des politiques de certaines institutions internationales;
* le croisement et l’analyse de ces données et la rédaction du CGRCP.

Si à Abidjan, les consultations se déroulées avec les acteurs du niveau stratégique et décisionnel, au niveau régional, les thématiques ont été plus focalisées sur la lecture des milieux susceptibles d’abriter les projets du mécanisme REDD+ dont la préservation des biens culturels.

Ces consultations régionales ont été conduites du 14 mars au 14 avril 2016. Pour permettre de couvrir tout le territoire ivoirien, trois axes ont été identifiés, à savoir :

* un axe Ouest, de Sassandra à Odienné ;
* un axe Centre, de Sikensi à Korhogo ;
* un axe Est, d’Aboisso à Bouna.

Ces axes ont été choisis en fonction des zones agro-écologiques pré-identifiées afin de tester les options stratégiques de la REDD+.

Sur chacun de ces axes, huit chefs-lieux de régions ou de départements et huit villages ont été visités, soit au total vingt-quatre régions ou départements et vingt-quatre villages consultés.

Les consultations locales et ateliers régionaux ont associées les autorités locales, les chefs coutumiers, les associations de femmes, de jeunes, les groupements socioprofessionnels, les groupes vulnérables, les medias, etc., tels que listés dans le Rapport de Consultation de mai 2016. Un accent particulier a été consacré à la participation des groupes riverains des forêts.

# Examen du cadre politique et juridique

## Stratégie de gestion du patrimoine culturel national

La stratégie de gestion du patrimoine culturel national se présente comme une stratégie parcellaire ou partiellement élaborée. S’il convient de déplorer, en matière de politique de gestion du patrimoine culturel, l’inexistence d’un document unique de stratégie et de programme, force est cependant de constater que certaines structures clés du Ministère de la Culture, telle que l’Office Ivoirien du Patrimoine Culturel (OIPC), disposent de plans d’action pour une période déterminée. C’est le cas du Plan d’action triennal 2015-2017 de ladite structure.

Ce plan contient un certain nombre d’activités qui sont organisées selon trois catégories, à savoir :

* la conservation et sauvegarde ;
* la protection juridique ;
* la valorisation et promotion.

Relativement à la conservation et la sauvegarde du patrimoine culturel, l’OIPC a entamé, depuis 2015, un processus d’inventaire des sites et monuments classés. Ce processus prend en compte les sites et monuments d’Abidjan, de Kong, de Bingerville et des îles Ehotilés.

S’agissant de la protection juridique, les activités prévues visent l’actualisation des textes et le renforcement de la protection physique de certains sites et monuments.

Enfin, la valorisation et la promotion du patrimoine culturel se feront principalement grâce aux diverses rencontres permettant à l’OIPC de communiquer autour de ses missions et de ses activités.

Tous ces efforts permettront aux organismes publics d’accomplir pleinement leurs missions dans la conservation des biens culturels. Cette mission a été difficilement accomplie jusqu’en 2011 du fait des crises à répétition qu’a connu le pays.

## Cadre institutionnel de protection et de valorisation du patrimoine culturel

En Côte d’Ivoire, plusieurs institutions ont pour mission la protection et la valorisation du patrimoine culturel national. Ce patrimoine culturel est composé des biens matériels et immatériels, et également des sites naturels ayant une valeur historique.

Les biens matériels et immatériels relèvent de la compétence des organes du Ministère en charge de la culture. Quant aux sites naturels, ils sont sous la responsabilité du Ministère de l’Environnement et du Développement Durable (notamment son office OIPR), ou du Ministère des Eaux et Forêts (notamment la SODEFOR).

### Le Ministère de la Culture et de la Francophonie

Chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière de culture et de francophonie, ce département ministériel assure, entre autres missions, la promotion de la création littéraire et artistique, celle des arts et des traditions populaires, ainsi que la préservation et la valorisation du patrimoine culturel national. Il remplit cette mission grâce à plusieurs directions placées sous son autorité, ainsi que diverses structures dont il assure la tutelle administrative. C’est le cas de la Direction du Patrimoine Culturel (DPC), de l’Office Ivoirien du Patrimoine Culturel (OIPC), des Musées, des Directions Régionales de la Culture et de la Francophonie.

### La Direction du Patrimoine Culturel

Conformément à l’article 13 du décret n° 2014-561 du 1er octobre 2014 portant organisation du Ministère de la Culture et de la Francophonie, la Direction du Patrimoine Culturel est chargée de:

* recenser, conserver et préserver et de valoriser les sites et monuments historiques ;
* collecter, classifier, protéger, conserver et restaurer les objets historiques du patrimoine national et les pièces objets provenant des recherches archéologiques ;
* développer le patrimoine muséologique national et en faciliter le libre accès ;
* mettre en œuvre la protection et la valorisation des centres urbains et quartiers anciens d’intérêt historique ou esthétique ;
* protéger les abords des monuments historiques et promouvoir la politique des zones de protection architecturale, urbaine et patrimoniale ;
* promouvoir le patrimoine culturel immatériel ;
* recenser et de valoriser les langues nationales ;
* assurer les études et les travaux relatifs aux langues nationales ;
* produire et de diffuser les statistiques relatives aux langues nationales.

A l’analyse de ces attributions, la DPC joue un rôle essentiel en matière de conservation, de sauvegarde et de protection du patrimoine culturel. Elle s’analyse également au regard desdites attributions, comme l’organe chargé de définir la politique du Ministère relative aux biens culturels.

L’Office Ivoirien du Patrimoine Culturel (OIPC)

L’OIPC est créé par le décret n°2012-552 du 13 juin 2012, portant création, attributions et fonctionnement d’un Etablissement public à caractère administratif dénommé « Office Ivoirien du patrimoine Culturel ». Il est placé sous la tutelle technique et administrative du Ministère en charge de la Culture et sous la tutelle financière du Ministère en charge de l’Economie et des Finances.

Il a pour principale mission la mise en œuvre de la politique du Gouvernement en matière de gestion, de conservation, de valorisation, de protection et de promotion des sites culturels inscrits sur les listes du patrimoine national et du patrimoine mondial. La création de l’OIPC est intervenue au lendemain de la ratification par la Côte d’Ivoire de la Convention de l’UNESCO de 1972 relative à la protection du patrimoine mondial culturel et naturel, conformément à la recommandation faite par le Comité du patrimoine mondial. L’OIPC abrite également le Secrétariat Exécutif du Programme de Gestion de la Ville Historique de Grand Bassam créé par l’arrêté ministériel n°4 du 17 février 2003. Son siège est logé à la Maison du Patrimoine Culturel de Grand-Bassam (MPC).

Les Musées

Les musées sont les institutions par excellence de conservation et de transmission du patrimoine culturel. La loi n°87-807 du 28 juillet 1987 portant protection du patrimoine culturel leur a confié cette mission en son article 46 qui énonce que : « afin de conserver et d’illustrer le patrimoine, culturel ivoirien, notamment, les objets d’arts, les antiquités artistiques, historiques, ethnographiques et scientifiques, ainsi que le produit des fouilles et découvertes, il est créé plusieurs catégories de musées : musées publics nationaux et régionaux, musée de collectivités locales, musées privés. »

Les Directions Régionales de la Culture et de la Francophonie

Les Directions Régionales de la Culture et de la Francophonie ont vu le jour en 1991. Elles étaient au nombre de cinq à cette date. En 2007, elles sont passées au nombre de dix. Aujourd’hui elles sont au nombre de trente-deux.

Elles sont organisées par l’arrêté n°57/MCF/CAB/ du 08 juin 2012 fixant le cadre général relatif aux attributions, à l’organisation et au fonctionnement des Directions Régionales de la Culture et de la Francophonie. L’article 2 dudit arrêté dispose que : « les directions régionales sont les Services extérieurs du ministère en charge de la culture dans les régions telles que prévu par l’organisation territorial national. A ce titre, elles relayent l’action du Ministère charge de la culture dans leurs localités respectives en collaboration avec les autorités locales. Elles sont chargées de façon spécifique de :

* la promotion de la création littéraire et artistique, des arts et traditions populaires ;
* la formation dans les domaines des arts et activités culturelles ;
* l’animation la coordination et la diffusion des activités culturelles d’intérêt régional ;
* la préservation et la valorisation du patrimoine culturel régional ;
* la protection des œuvres de l’esprit ;
* la promotion de l’édition de la diffusion du livre ;
* la promotion de l’activité cinématographique ;
* la promotion de l’industrie culturelle ;
* la promotion des langues nationales ;
* la promotion des artistes au niveau local ;
* le renforcement de l’unité nationale par l’organisation d’activités culturelles ;
* la promotion et la vulgarisation de la francophonie auprès des populations.

L’article 6 de l’arrêté précité précise «qu’au titre de la sauvegarde du patrimoine culturel les services des directions régionales sont chargés de :

* la collecte et de l’inventaire du patrimoine culturel ;
* la politique de conservation et de la mise en valeur du patrimoine culturel ;
* la politique de développement des Musées et institutions assimilées.

### Le Ministère de l’Environnement et du Développement Durable

Certains sites naturels, faisant partie du patrimoine culturel national, sont du ressort de l’OIPR, qui est un établissement public de type particulier, créé par le décret n° 2002-359 du 24 juillet 2002. Il a pour principale mission de gérer durablement un échantillon représentatif des écosystèmes du pays incluant huit (8) parcs nationaux et six (6) réserves naturelles. A ce titre, il gère le parc national des îles Ehotilés, créé par le décret n°74-179 du 25 avril 1974.

### Le Ministère des Eaux et Forêts

Il a sous sa tutelle la SODEFOR qui assure la gestion des forêts classées. Ces forêts ont dans bien des cas une importance pour les communautés. Elles sont parfois utilisées pour l’expression des rites sacrées et religieux. La SODEFOR assure également la gestion de cette catégorie des forêts que sont les jardins botaniques, particulièrement celui de Bingerville. .

### Les Collectivités Territoriales

La loi n°2003-208 du 7 juillet 2003 portant transfert et répartition de compétences de l’Etat aux collectivités territoriales, modifiée par l’ordonnance n°2007-586 du 04 octobre 2007, constitue le fondement de cette compétence. Conformément à cette loi, des attributions touchant à l’action sociale, culturelle et de promotion humaine ont été transférées aux collectivités territoriales (district, région et la commune). Cela fait d’elles des acteurs importants dans la politique nationale en matière de protection du patrimoine culturel.

## Le cadre juridique du patrimoine culturel national

Ce cadre est composé de l’ensemble des conventions et accords internationaux ratifiés, ou auquel la Côte d’Ivoire a adhéré. Ces textes internationaux sont complétés par la réglementation nationale.

### Le cadre juridique international

| INTITULE DE LA CONVENTION OU ACCORD | DATE DE RATIFICATION PAR LA COTE D’IVOIRE | OBJECTIF VISE PAR LA CONVENTION | ASPECTS EN LIEN AVEC LE MECANISME REDD+/ SN REDD+ |
| --- | --- | --- | --- |
| La Convention pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé, avec règlement d’exécution du 14 mai 1954 | 1979 | La Convention vise à protéger les biens meubles ou immeubles présentant une grande importance pour les pratiques culturelles des peuples ; ou encore les édifices et les centres dont la destination principale et effective est de conserver les biens culturels meubles de ces peuples. | L’importance des biens culturels pour les communautés est très grande et leur destruction constitue une atteinte au patrimoine culturel de l’humanité. C’est pourquoi en ratifiant la Convention, la Côte d’Ivoire s’est engagée à sauvegarder et à respecter ces biens. Cet objectif passe par la prise de mesures, en temps de paix, pour la sauvegarde des biens culturels contre les effets d’un conflit armé et à respecter les biens situés aussi bien sur leur territoire que sur celui des autres Etats. |
| La Convention sur l’importation, l’exportation et le transfert de propriétés illicites des biens culturels 14 novembre 1970 | 1989 | Elle déclare illicite toute importation, toute exportation et tout transfert de propriété des biens culturels effectué en contradiction avec les dispositions légales et réglementaires prises par les Etats. | Tout transfert effectué dans le cadre de CRGPP doit se faire conformément à la réglementation nationale. |
| La Convention concernant la protection du patrimoine mondial culturel et naturel du 16 novembre 1972 | 1980 | Convention vise la protection des monuments, des groupes de constructions et des sites naturels qui ont une valeur exceptionnelle du point de vue de l’histoire. | Les biens identifiés comme patrimoine mondial culturel et naturel doivent être protégés par la Côte d’Ivoire. |
| La Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles du 20 octobre 2005 | 2007 | Elle vise à protéger la résultante de la créativité des individus, des groupes et des sociétés et qui ont un contenu culturel. | La Côte d’Ivoire s’est engagée à adopter des mesures pour protéger et promouvoir la diversité des expressions culturelles. Cela passe aussi par la protection de la spécificité culturelle des communautés. |

### Le cadre juridique national

| INSTRUMENTS JURIDIQUES | DISPOSITIONS APPLICABLES AU MECANISME REDD+ | OBSERVATIONS |
| --- | --- | --- |
| **Lois** | | |
| **Loi n°2016-886** du 8 novembre 2016 portant Constitution de la République de Côte d’ivoire | **Art.24 :** « L’Etat assure à tous les citoyens l’égal accès à la culture.  […] L’Etat promeut et protège le patrimoine culturel ainsi que les us et coutumes qui ne sont pas contraires à l’ordre public et aux bonnes mœurs ». | La Constitution fait obligation à l’Etat de protéger le patrimoine culturel national. |
| **Loi n°87- 806** du 28 juillet 1987 portant protection du patrimoine culturel | **Art. 1er**: « le patrimoine culturel national est l’ensemble des biens immobiliers et mobiliers, des arts et traditions populaires, des styles, des formes, des disciplines et des usages artistiques, sociaux, religieux, technologiques et scientifiques hérités du passé » | Cette définition du patrimoine culturel englobe aussi bien les biens matériels que les biens immatériels.  La loi met en place un mécanisme pour la protection du patrimoine culturel, c’est l’inscription dans l’inventaire général du patrimoine culturel. |
| **Loi n° 96- 766** du 03 octobre 1996 portant Code de l’Environnement | **Art. 2** : « Le présent code vise à :   * protéger les sols, sous-sols, sites, paysages et monuments nationaux, les formations végétales, la faune et la flore et particulièrement les domaines classés, les parcs nationaux et réserves existantes ;   […] »  **Art. 53 :** «La protection, la conservation et la valorisation du patrimoine culturel et architectural font partie  intégrante de la politique nationale de protection et de la mise en valeur de l'environnement » | Les dispositions du Code de l’environnement prenne aussi en compte l’aspect culturel de l’environnement. |
| **Loi n°98-755** du  23 décembre 1998 Portant Code de l’Eau | **Art. 2 :** « La présente loi portant Code de l’Eau détermine les principes fondamentaux applicables :   * au régime juridique des eaux, des aménagements et ouvrages hydrauliques, * au régime de protection des eaux, des aménagements et ouvrages hydrauliques, * à la gestion des eaux, des aménagements et ouvrages hydrauliques.   Il précise les règles générales :   * de préservation et de répartition des eaux, * de préservation, de qualité des aménagements et ouvrages hydrauliques, * d’utilisation harmonieuse des eaux sacrées, * de la police des eaux, des infractions et sanctions.   Les eaux définies dans la présente loi portant Code de l’Eau comprennent les eaux continentales et les eaux de la mer territoriale »  Art. 10 : « L’existence des eaux sacrées est tolérée. Toutefois, leur utilisation doit être conforme à l’intérêt général et répondre aux impératifs de maintien et de renforcement de la cohésion du groupe social et de l’unité nationale »  Art. 27 : « La gestion des eaux sacrées est assurée par la collectivité concernée sous le contrôle de l’Etat »  Art. 28 : « L’utilisation des eaux sacrées doit concilier :   * les impératifs de préservation du patrimoine national, * le respect des droits des tiers, * le souci de préservation et de renforcement de la cohésion du groupe social et de l’unité nationale » | Le Code de l’eau reconnait l’existence des eaux sacrées. Il encadre leur utilisation. |
| **Loi n°2014- 425** du 14 juillet 2014 portant politique culturelle nationale | **Art.4 :** « la politique culturelle a pour objectif général de garantir la sauvegarde du patrimoine culturel national et de professionnaliser le secteur des arts et de la culture.  De manière spécifique, elle vise à :   * enrichir et à élever le niveau de la création et de la production artistique et culturel, * promouvoir les langues maternelles, * promouvoir l’identité culturelle nationale, * veiller à l’harmonisation de la politique culturelle ivoirienne avec les dispositions issues des conventions africaines et mondiales en matière de culture » | Cette loi permet l’instauration d’une véritable politique culturelle nationale à l’effet de garantir la sauvegarde du patrimoine culturel national, de professionnaliser le secteur des arts et de la culture, et de placer la culture au centre des stratégies du développement durable |
| **Loi n°2014- 427** du 14 juillet 2014 portant nouveau Code forestier ivoirien | **Art. 41 :** « Les forêts de type particulier des communautés rurales sont les forêts sacrées.  Les forêts sacrées des communautés rurales sont inscrites en leur nom dans un registre tenu par l’Administration forestière »  **Art. 48 :** « Les forêts sacrées font l’objet de droits d’usage forestier admis par les us et coutumes »  **Art. 75** : « Les forêts sacrées et les forêts des communautés rurales sont gérées conformément aux us et coutumes desdites communautés.  Toutefois, les communautés rurales peuvent élaborer des plans d’aménagement forestier simplifié en vue  d’assurer la gestion durable des forêts dont elles sont propriétaires » | Le Code Forestier reconnait aussi les forêts sacrées qui sont des espaces boisés réservé à l’expression culturelle d’une communauté donnée et dont l’accès et la gestion sont réglementés. |
| **Décrets** | | |
| **Décret n°74-179** du 25 avril 1974 portant classement du parc national des Iles Ehotilé | Le parc national des îles Ehotilé est composé de 6 îles (Monobada, Niamoan, Balouhaté, Méa, Elouamé et Bosson Assoun. | Sa protection et sa gestion sont confiées à l’Office Ivoirien des Parcs et Réserves (OIPR). |
| **Décret n°88-413** du 20 avril 1988 portant classement des sites et monuments de la ville historique de Kong | Il s’agit de La grande mosquée ; la petite mosquée ; l’ancienne case d’HOUPHOUËT-BOIGNY ; l’ancien marché ; le Dâ-Bâ ; la case de Binger ; la tombe de Moskovitch. | Ils sont de la compétence des services du Ministère de Culture et de la Francophonie. |
| **Décret n°91-23** du 30 janvier 1991 portant classement des monuments historiques de la ville de Grand-Bassam, modifié par le décret n°2012-489 du 07 juin 2012 | Il s’agit de 38 biens immeubles sont classés par le décret n° 91-23 du janvier  1991 portant classement des monuments historiques de la ville de Grand-Bassam et modifié par le décret 2012-489 du 07 juin 2012. Il s’agit des immeubles suivants :   * L’Ancien Palais du gouverneur ; l’Ancien Palais de justice ; l’Ancien hôpital ; le Phare ; l’Ancien Hôtel des Postes ; l’Ancien marché ; la Mairie ; l’Ancienne maison du Trésor ; l’ancienne Direction des Douanes ; l’Ancien Centre Culturel Français (actuel centre coopératif des céramistes) ; l’Ancien siège de la Banque Commerciale d’Afrique (BCA) ; l’Ancien Hôtel de France ; l’Ancien siège de la Compagnie française de l’Afrique de l’Ouest, en abrégé CFAO ; l’Ancien Siège de la Compagnie française de la Côte d’Ivoire, en abrégé CFCI ; l’Ancienne Chambre de Commerce ; l’Ancien Cercle des fonctionnaires dit le pavillon rose ; l’Ancienne Ecole Régionale ; l’Ancienne Sous-préfecture ; les Anciens Bureaux de la Compagnie des Chargeurs Réunis ; le Bureau des Eaux et Forêts ; le Bureau de la Section du Tribunal ; l’EPP Bassam 1 et 2 ; le Logement des Gardes Pénitentiaires ; les Grandes Endémies ; la Prison Civile ; l’ancien camp des douanes ; le monument Treich-Laplène ; la résidence du sous- préfet ; la Coopérative des Artisans d’Arts ; le Centre de Vannerie ; le secteur des Travaux Publics ; le Collège Moderne ; l’Ancienne Ecole Verdier ; l’Ancienne Ecole de France 3 ; la Place Abissa ; les Monuments Sider et Grolot ; la Forêt Sacrée ; le Pont de la victoire. | Ils sont de la compétence des services du Ministère de Culture et de la Francophonie. |
| **Décret n°91-186** du 27 mars 1991 portant classement des monuments historiques de la ville d’Abidjan | Il s’agit de 30 bâtiments d’architecture coloniale qui ont fait l’objet de protection :   * Au Plateau, ce sont les anciens bureaux des finances (1er et 2ème bâtiments) ;les anciens bureaux des services administratifs « ex-cabinet du gouverneur et archives », actuelle inspection générale des affaires administratives ; l’ancienne résidence du secrétaire général du gouvernement, (ancien bureau de l'ambassade de France), actuel bureau du Premier Ministre ; l’ancien Trésor ; les anciens bureaux des domaines et enregistrements ; les pavillons à étage affectés à l’époque coloniale au logement des fonctionnaires européens et dévolus à présent à l’administration ; l’ancien bureau du service des domaines urbains, ancienne boulangerie Christian ; l’ancienne résidence du Président du Conseil Economique et Social ; les anciens bureaux de la fonction Publique, actuels bureaux de la mutuelle générale des fonctionnaires ; le bâtiment annexe de la Fonction Publique, anciens logements du personnel européen ; la cité de l’ancienne RAN, actuel SICF composée de 30 maisons d’habitation et située près de la Présidence de la République ; l’ensemble de 8 logements dévolus à l’habitation des cheminots européens localisé entre l’immeuble BORG et le camp GALLIENI ; les bureaux de la Direction Générale de l’ex RAN ; les bureaux annexes manutention personnelle de l’actuel SICF ; le collège Notre-Dame des apôtres du Plateau ; l’ancienne résidence du Grand Chancelier, actuel siège de l’union des parlements africains (UPA) ; l’Imprimerie Nationale et ses dépendances ; les 4 maisons servant de bureaux aux vice- présidents de l’Assemblée Nationale ; les anciens bureaux du Président de la République ; la résidence de l’officier général de la Gendarmerie sise près de l’ex-bureau du Président de la République ; la maison des anciens combattants du Plateau ; la sculpture de LEYGUES érigée place de la République et baptisée « la Belle Africaine » ; l’ancienne résidence d’Etat-major du camp Gallieni. * Hors du Plateau, il s’agit du phare de Port-Bouet ; du centre de transfusion sanguine à Treichville ; des locaux de l’Institut de recherche pour les huiles et oléagineux (IRHO) à Port-Bouet ; des locaux de l’Institut de recherche pour les huiles et oléagineux (IRHO) à La Mé ; l’office de la recherche scientifique et technique outre-mer (ORSTOM ; les locaux de l’institut de la recherche sur les fruits et agrumes ; les locaux de l’institut de recherche sur le caoutchouc (IRCA). |  |
| **Décret n°91-187** du 27 mars 1991 portant classement des monuments historiques et du jardin botanique de Bingerville | Il s’agit de 12 biens immeubles sont classés dans la commune de Bingerville. Il s’agit de : l’Ancien palais du Gouverneur (actuel orphelinat) ; le Bâtiment servant de bureaux et de résidence au sous-préfet ; l’ancienne école primaire supérieure (E.P.S), aujourd’hui lycée classique et moderne de garçons ; le Centre de santé ; les Bureaux de l’Inspection de l’enseignement primaire ; l’Ecole militaire préparatoire technique(EMPT) ; l’Ancien cercle des fonctionnaires africains ; les Locaux de l’institut de recherche sur le café et le cacao (IRCC) ; le Bâtiment abritant le Musée COMBES ; le Campement administratif ; le Collège mixte, ancienne EPS puis collège des jeunes filles ; le Monument aux morts ; le Jardin botanique. | Ils sont de la compétence des services du Ministère de Culture et de la Francophonie. |
| **Décret n°99-319** du 21 avril 1999 délimitant un périmètre de protection du patrimoine architectural de Grand-Bassam, modifié par le décret n° 2012-490 du 07 juin 2012 | Il vise à définir les limites de protection de la ville de Grand Bassam. | Cette protection est effectuée au profit de l’humanité. |

# Description de l’état initial du patrimoine historique et culturel physique

L’importance du patrimoine historique et culturel est démontrée par les nombreux traités internationaux et conventions y relatifs. La Côte d’Ivoire a reconnu, à certains sites et biens existants, cette importance à travers plusieurs dispositions légales et règlementaires de sauvegarde. Cet intérêt s’est avéré au niveau des populations locales lors des consultations effectuées dans le cadre de la présente étude à travers les questions clés soulevées et les recommandations formulées (cf. en annexe 1).

Le patrimoine historique et culturel dans le cadre de la présente étude, fera référence à la PO 4.11 de la Banque mondiale. En effet, l’expression « bien culturel » formulée par les Nations Unies, englobe les sites auxquels s’attache une valeur à caractère archéologique (préhistorique), paléontologique, historique, religieux, ou les sites naturels uniques.

La propriété culturelle, pour ces raisons, recouvre à la fois les notions de vestiges laissés par les habitants antérieurs, allant, par exemple, du tas de fumier aux sépultures, en passant par les champs de bataille, et de caractéristiques uniques propres à l’environnement naturel, telles que les canyons, chutes d’eau, etc.(Bm, 2009).

La stratégie de sauvegarde et de promotion s’appuie sur des efforts de recherche de reconnaissance internationale aux biens culturels spécifiques nationaux. Il est à distinguer de l’ensemble des biens culturels à préserver ceux considérés classés et inviolables.

## Biens classés au patrimoine mondial et au patrimoine de l’humanité de l’unesco

La liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité est composée des expressions culturelles qui démontrent la diversité du patrimoine immatériel des communautés de notre planète.

Du point de vue du patrimoine immatériel de l’humanité de l’UNESCO, la Côte d’Ivoire y a inscrit trois éléments, à savoir le Gbofé, musique des trompes traversières de la communauté Tagbana, le Djéguélé, balafon pentatonique des communautés Sénoufo et la danse Zaouli des communautés gouro. Cette liste représentative du patrimoine immatériel de l’humanité de l’UNESCO s’est vue enrichie en 2008, de 90 éléments, auparavant proclamés chefs-d’œuvre, et de 2009 à 2014, de 224 éléments pour un chiffre total de 314 éléments, par le Comité intergouvernemental de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel, organe exécutif de la Convention 2003.

## Biens classés au patrimoine national

Les biens classés au patrimoine national sont disséminés dans 5 grandes localités à savoir Abidjan, Bingerville, Grand-Bassam, Adiaké (îles Ehotilé) et Kong et ont fait l’objet de décrets mentionnés au chapitre précédent.

## Patrimoine culturel au niveau local

Selon les données recueillies lors des consultations publiques, le patrimoine culturel se distingue en patrimoine immatériel dont les objets physiques et sites en traduisent la matérialité ainsi qu’en patrimoine physique.

Le patrimoine culturel immatériel compte encore pour beaucoup de communautés consultées (88%), à la différence de certaines d’entre elles qui ont abandonné la pratique traditionnelle du sacré (12%). Ce patrimoine concerne l’ensemble des pratiques attachées à des sites et objets sacrés (50% des pratiques sacrées), ainsi qu’aux cérémonies rituelles instituées (danses rituelles et initiatiques, entre autres). Les patrimoines physiques et immatériels participent au bien être des communautés consultées (67%), à travers l’amélioration de la production (pluie et des productions agricoles satisfaisantes après sacrifices rituelles), la protection des communautés des maladies et des autres formes de menaces (sécurité) et le maintien ou rétablissement de la cohésion sociale, ainsi que l’équilibre moral (bonheur, natalité…).

Ces patrimoines établissent des liens entre les différentes communautés avec leurs ancêtres et de ce fait, constituent le creuset de leur identité culturelle (21%), même si pour quelques rares communautés, le patrimoine physique et culturel ne rapporte rien, ou tout au plus, sert juste à la perpétuation d’une pratique léguée (12%).

A ces catégories de patrimoine existant, s’ajoutent les objets et sites à valeurs archéologiques et touristiques encore non classés dans la nature ou dans les musées.

# Bilan diagnostic des questions clés identifiées

## Données recueillies lors des consultations

Au regard des données recueillies, les patrimoines physiques sont constitués, dans la plupart des villages (73% des sites culturels) :

* d’une part d’éléments naturels du milieu, tels que sources d’eau, forêts, arbres, montagnes et roches sacrées, ainsi que d’objets sacrés - dont l’or et le diamant (27% des objets sacrés cités) pour certaines régions de la Côte d’Ivoire ;
* d’autre part, de sites religieux, archéologiques (tombes, cimetières et vestiges de villages) et touristiques (23% des sites culturels) et d’objets sacrés fabriqués, tels les fétiches, masques et tambours sacrés (73%).

Les menaces sur ces biens patrimoniaux identifiés concernent en premier lieu la profanation et le non-respect des interdits, auxquels s’ajoute la pratique des religions modernes. L’interdiction d’accès par l’Etat aux sites situés dans les RN et PN provoque la perte des rites et traditions. En raison de l’intérêt de ces sites et pratiques, il faudra veiller à l’identification, au recensement et à la sauvegarde de tous les patrimoines physiques et culturels avant la mise en œuvre de tout projet REDD+ comportant des impacts potentiels sur ceux-ci. Cette prise en compte de la sauvegarde du patrimoine culturel physique, justifie l’élaboration du présent CGRCP, suivant les recommandations de la Banque mondiale.

## Exposé de la situation et réponses recueillies

Les consultations publiques réalisées (synthèse présentée en annexe 1 de ce présent rapport) font apparaître des points relatifs à la préservation des ressources culturelles. Le tableau suivant indique les préoccupations majeures formulées, les facteurs explicatifs et les solutions proposées.

Tableau 2 : Résultat des consultations régionales

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Questions-clés (quoi ?) | Agents/moteurs (qui ?) | Facteurs explicatifs (pourquoi ?) | Solutions proposées  (que faire ?) |
| Destructions des forêts sacrées. | Exploitants forestiers clandestins ou non. | Pression sur les ressources forestières. | Implication des populations dans la délivrance des permis d’exploitations et dans la responsabilisation de celles-ci pour le suivi des activités de ces derniers. |
| Amenuisement de la dévotion aux objets, sites et rituels sacrés. | Populations (surtout les jeunes). | Pratique des religions révélées (Islamisme, christianisme…). | Appui à la promotion des valeurs culturelles locales. |
| Impossibilité d’accès aux sites et objets sacrés à l’intérieur des AP. | Police et administration forestières/OIPR. | Application des dispositions réglementaires. | Plaidoyer pour un accès encadré et périodique aux sites et objets sacrés restés dans le domaine classé. |
| Pertes d’autorité sur la gestion coutumière des sites et objets sacrés conduisant à la désacralisation. | Autorités coutumières, cadres intellectuels, jeunes. | Modernisme, christianisme, islamisme, perte d’autorité coutumière, pression sur le foncier. | Appui à la promotion des valeurs culturelles locales, appui à la protection des sites et objets sacrés, surtout les forêts sacrées |
| Profanation délibérée des sites et objets sacrés. | Allochtones et allogènes, jeunes, fidèles de confessions religieuses. | Perte d’autorité coutumière, pression sur le foncier. | Appui à la promotion des valeurs culturelles locales, appui à la protection des sites et objets sacrés, surtout les forêts sacrées. |

Pour sauver ces patrimoines selon les communautés interrogées, il faut renforcer les mesures législatives et réglementaires pour les protéger et ensuite Identifier, surveiller, entretenir et réhabiliter les sites. Il est donc recommandé, d’une part, de vulgariser les textes législatifs et règlementaires et d’autre part, de sensibiliser les populations face aux menaces.

# Principes directeurs et objectifs poursuivis

Dans l’optique du déroulement mécanisme REDD+, la définition des biens culturels sera celle formulée par la PO 4.11 de la Banque mondiale : « *L’expression « bien culturel » formulée par les Nations Unies englobe les sites auxquels s’attache une valeur à caractère archéologique (préhistorique), paléontologique, historique, religieux ou les sites naturels uniques. La propriété culturelle, pour ces raisons, recouvre à la fois les notions de vestiges laissés par les habitants humains antérieurs (allant, par exemple, du tas de fumier aux sépultures, en passant par les champs de bataille) et de caractéristiques uniques propres à l’environnement naturel telles que canyons et chutes d’eau. »*

L’exposé du cadre politique et juridique plus haut laisse apparaître un certain nombre de sources légales et normatives relatives aux problèmes de l’identification et de la gestion des biens culturels. L’ensemble de ces dispositions aussi bien que celles de la Politique Opérationnelle 4.11 de la Banque mondiale, insistent et obligent à la préservation et la protection du patrimoine culturel.

La Banque mondiale suit une politique générale d’assistance et de préservation en ce qui concerne les biens culturels afin d’éviter leur destruction. C’est tout particulièrement dans ce but qu’elle :

* refuse de financer des projets qui viendraient à détruire de façon irrémédiable des biens culturels impossibles à reproduire;
* apporte son soutien pour protéger et restaurer les biens culturels. La gestion des biens culturels d’un pays est du ressort de son Gouvernement.

Ainsi, avant de lancer un projet, il conviendra de :

* déterminer les aspects connus relatifs aux biens culturels concernés;
* procéder à une brève expertise archéologique de reconnaissance sur le terrain si l’on rencontre le moindre bien archéologique à moins d’un kilomètre de la zone de réalisation d’un projet.

Les démarches à suivre pour effectuer un relevé positif sont indiquées de façon détaillée au Guide pratique : « Principes de sauvegarde du patrimoine culturel physique », mars 2009 Banque mondiale.

En l’absence d’un inventaire du patrimoine culturel physique de la zone, L’objectif du travail a donc été de se conformer aux dispositions du cadre juridique et institutionnel national et des principes internationaux.

# Démarche méthodologique à suivre dans la réalisation des activités (actions correspondantes)

Pour la réalisation des activités conformément aux principes et objectifs de préservations des ressources culturelles physiques, des démarches à suivre sont nécessaires. Elle débute par inscrire les activités dans les cadres politiques et juridiques édictées pour en arriver à la proposition de mesures en passant par l’étape d’identification des impacts potentiels à partir de l’inventaire préalable autant que possible des ressources concernées.

## Prise en compte du cadre normatif et des directives applicables

Les politiques, les dispositions légales et les directives aux plans national et international, évoquées plus haut restent contraignantes pour tous les acteurs porteurs de projet dans le cade de la mise en œuvre du mécanisme REDD+.

Cela signifie que lors des études de préfaisabilité des projets REDD+, doivent suivre une démarche qui commence par l’implication des autorités administratives en charge du volet de la préservation des ressources culturelles.

La politique opérationnelle concernée est la PO 4.11 qui a pour objectif de protéger les ressources culturelles physiques préconise d’identifier et d’inventorier les biens culturels susceptibles d’être affectés et indique de développer des mesures de mitigation en vue de leur préservation.

En référence à la procédure qui lui est associée, si la mise en œuvre des projets du mécanisme REDD+ venait à mettre en exergue des vestiges culturels et archéologiques, il sera respecté une procédure de « chance find » ou « découvertes fortuites » qui est une procédure à appliquer en cas de découvertes de vestiges. A partir des informations obtenues à l’issue de cette procédure, il sera proposé si besoin est, des actions spécifiques à réaliser avant toute intervention.

## Identification des impacts négatifs potentiels des projets REDD+ sur les ressources culturelles physiques

### Inventaire des ressources culturelles physiques susceptibles d’être impactés

La méconnaissance des sites potentiels pour la réalisation des projets du REDD+ ne permet au stade actuel d’indiquer les ressources culturelles physiques qui seront impactées ainsi que les sources de ces impacts. Toutefois, il est à distinguer en rapport avec les options stratégiques du mécanisme REDD+ deux grands types de ressources culturelles archéologiques (patrimoine culturel archéologique) et les ressources culturelles vivantes ou patrimoines culturels vivants.

Les ressources culturelles physiques du patrimoine archéologique sont constituées des sites ayant principalement une valeur historique ou scientifique. Il s’agit de trois types de sites :

* les sites d’agglomération qui sont ceux présentant des traces anciennes d’occupation humaine;
* les sites d’activités spéciales qui sont ceux présentant des traces anciennes activités anthropiques, mais sans traces d’occupation (un ancien site rituel, un atelier artisanal ou une épave par exemple) ; et
* les sites funéraires sont des lieux d’inhumation, à l’écart des agglomérations historiques, qui ne sont plus visités par les populations actuelles (une ancienne nécropole, ou un ancien tombeau, par exemple).

Les ressources culturelles vivantes incluent tout site culturel important utilisé par les populations locales actuelles, notamment :

* les sites religieux - lieux de cultes, cimetières et tombeaux ;
* les sites sacrés - lieux où vivent les esprits, ou sont exposés ou enterrés des fétiches ;

Certains sites peuvent appartenir aux deux catégories, s’ils ont à la fois une importance scientifique et une valeur pour les communautés actuelles.

### Élaboration de l’état initial de la valeur culturelle des sites

En premier lieu, la récolte d’informations et de données précises sur le site est nécessaire afin de s’assurer que les interventions du projet cadrent à la fois avec les réalités locales et les besoins de préservations des ressources culturelles physiques. Ceci permettra d’établir les fondations d’une base de données, nécessaire pour surveiller le déroulement et le progrès des interventions.

Ces données comprennent, notamment :

* une information sur l’état des avoirs culturels et naturels, ainsi que leur taux d’érosion. Cette information doit inclure l’état de conservation du patrimoine culturel physique, ainsi que de l’environnement naturel et social qui les abrite ;
* un listage du cadre légal et régulateur, ce qui assurera l’encadrement légal des plans de gestion à élaborer;

De plus, il est extrêmement important d’identifier toutes les parties prenantes afin de les impliquer dans le processus d’identification et d’élaboration des mesures idoines afin d’en assurer la durabilité. Il est important de noter que la responsabilisation, la possession et l’habilitation des parties prenantes permettront d’atténuer voire d’éliminer les conflits d’intérêt lors de la mise en œuvre des projets.

### Mesures de protection des ressources culturelles physiques

La consultation de façon préalable et continuelle avec les communautés affectées fera intégralement partie de l’identification du patrimoine culturel. Là où l’activité du projet peut affecter le patrimoine culturel, les porteurs des projets REDD+ s’assureront de consulter les communautés affectées qui utilisent ou qui ont utilisé le patrimoine culturel autant qu’elles peuvent s’en souvenir, pour des buts culturels établis de longue date, pour identifier le patrimoine culturel d’importance. Les points de vue des communautés affectées au sujet d’un tel patrimoine culturel seront intégrés dans le processus décisionnel. Ces sites et biens devront faire l’objet d’une fiche descriptive et si possible faire l’objet d’une cartographie.

Les mesures sont envisagées selon les différentes sources d’impacts potentiels ainsi que suit :

Cas de la restriction d’accès

Dans le cas où des restrictions d’accès pour la protection de massif forestier par exemple serait nécessaire, la présence de patrimoine/site culturel utilisé par les populations serait évaluée ainsi que la corrélation accès aux sites/fonctionnement des projets REDD+. En cas de superposition d’utilisation de zones, les indications du présent CGRCP seraient prises en compte.

Cas des excavations et autres travaux physiques

De nombreuses régions avec un potentiel archéologique n’ont pas fait l’objet d’études scientifiques et aucun repérage complet n’a jamais été réalisé. Par conséquent, dans les régions où des travaux d’excavation sont projetés, une recherche documentaire et une reconnaissance rapide sur le terrain seront nécessaires. Cette reconnaissance doit être conduite par des archéologues de terrain qualifiés et des experts en patrimoine culturel. Ils identifieront le patrimoine culturel susceptible d’être négativement affecté par le programme et son importance et évaluer la probabilité de toutes trouvailles fortuites.

Cas spécifique de découvertes fortuites de vestiges à valeurs archéologiques

Si des monuments, ruines, vestiges d’habitation ou de sépultures anciennes, des inscriptions ou généralement des objets pouvant intéresser la préhistoire, l’histoire, l’art ou l’archéologie sont découverts lors des travaux, le contractant est tenu :

* d’arrêter immédiatement les dits-travaux ;
* faire la déclaration immédiate au Projet, aux autorités locales et aux services déconcentrés les plus proches du site en charge de la culture et de l’environnement.

Le contractant doit prendre toutes les précautions raisonnables pour empêcher ses ouvriers ou toute autre personne d’enlever ou d’endommager les objets concernés. Une découverte de vestige culturel doit être conservée et immédiatement déclarée à l’autorité administrative compétente.

Le contractant doit exécuter strictement les instructions quant à la façon d’en disposer.

Cas des déplacements de population

Les déplacements de population seront évités dans la mesure du possible. Si cela devient nécessaire, le patrimoine culturel touché devrait être traité tel que défini dans le CGRCP.

Peu importe le cas entraînant les risques sur le patrimoine culturel, le porteur du projet devra soumettre son rapport sur les biens culturels dans un document séparé ( par exemple un plan d’action de préservation du patrimoine culturel). Les informations relatives aux biens et sites culturels doivent être tenues confidentielles et ne pas être diffusées, afin d’éviter la convoitise, le vol ou la destruction.

Le rapport doit contenir deux sections distinctes :1/ méthodologie de l’étude, enquêtes menées, personnes rencontrées, etc. 2/ registre des biens et des sites inventoriés ainsi que les pratiques qui y sont attachées.

L’élément central de ces inventaires est la fiche de description de biens et de sites culturels. Elle doit contenir au minimum :

* le nom du bien ;
* sa nature : ethnographique, sociale, politique, historique, etc.;
* son usage initial;
* son usage actuel;
* le niveau d’utilisation (journalier, hebdomadaire, mensuel, annuel, lors de naissance, de décès, etc. ou inconnu);
* sa valeur (spirituelle, scientifique, religieuse, culturelle, sociale etc.);
* sa description;
* sa signification;
* son historique;
* des photos ;
* position géo- référencée(GPS) ;
* Les engagements des parties quant à la possibilité de déplacement sur un autre site ou de remplacement (suite aux discussions avec le ou les utilisateurs) ;
* Recommandations.

Tableau 3 : Récapitulatif des activités sources d’impacts et des mesures de protection des ressources culturelles physiques

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Activités sources d’impact | Mesures préconisées | Responsabilités |
| Inventaire préalable | 1.recherche documentaire et de terrain préalable  2 consulter les populations locales | SEP REDD+  Directions Régionales en charge de la Culture, du Tourisme et de l’environnement |
| Cas des excavations et autres travaux physiques | 1.identifier et documenter le site  2 consulter les populations locales  3 Prendre toutes les dispositions nécessaires pour respecter les sites cultuels et culturels (cimetières, sites sacrés, etc.) dans le voisinage des travaux. | Entreprise contractante, mission de contrôle, |
| Cas spécifique de découvertes fortuites de vestiges à valeurs archéologiques | 2 Informer et impliquer les autorités locales et les services déconcentrés de la culture, de l’environnement…  3.Prendre toutes les dispositions nécessaires pour respecter mesures édictées en la matière | Entreprise contractante, mission de contrôle, Autorités locales, Directions régionales (cultures, environnement) |
| Cas des déplacements de population | Mener des activités d’inventaires préalables,  Etablir un rapport à part de préservations des biens culturelles selon les mesures préconisées dans le présent CGRCP | SEP, REDD+, Entreprise contractante, mission de contrôle, |

La mise en œuvre des mesures suggérées entrainera des coûts. Ces coûts devront être intégrés au coût du projet.

# Synthèse des consultations publiques

La synthèse des consultations est faite à deux niveaux : 1/ synthèse des avis au niveau des Chefs-lieux de Préfectures ou Régions et 2/ synthèse au niveau des villages.

Tableau 4 : Synthèse des réponses au niveau des Chefs-lieux consultés

| POINTS DES RAPPORTS-CADRES | QUESTIONS | SYNTHESES DES REPONSES ET RECOMMANDATIONS |
| --- | --- | --- |
| Analyse sommaire du profil de la zone d’intervention du Programme : | 3.1. Pour vous, quels sont les patrimoines physiques et culturels (sites, objets et pratiques sacrés) à prendre en compte dans le cadre des dispositions de sauvegardes relatives aux ressources naturelles ? | Sites culturels : forêts sacrées, rivières sacrées, cimetières, bois sacrés, édifices religieux, montagnes sacrées. Objets : pierres sacrées, monument aux morts, palais du Gouverneur. Pratiques : fête de l’igname, fête des générations, danses sacrées et traditionnelles, animisme, bouddhisme, christianisme, islam. En raison de l’intérêt culturel et touristique de ces sites et pratiques, il faut sensibiliser les populations à leur conservation et veiller à leur sauvegarde et leur valorisation. |
| 3.2. Quels sont les menaces que subissent ces biens ? | Les menaces principales sont les vols et la profanation des sites et objets sacrés, la désacralisation et l’acculturation des nouvelles générations, les changements culturels. Il est recommandé de mettre en place des dispositifs de protection et de valorisation (musées régionaux). |
| Bilan diagnostic des questions clés identifiées : | 3.3. Comment peut-on sauver ces patrimoines physiques et culturels (sites, objets et pratiques sacrés) de ces menaces ? | Prendre des mesures législatives et réglementaires de protection pour identifier, surveiller, entretenir et réhabiliter les sites. Il est donc recommandé de sensibiliser les populations et de renforcer les moyens d’action. |

Tableau 5 : synthèse des réponses au niveau des Villages consultés

| POINTS DES RAPPORTS-CADRES | QUESTIONS | SYNTHESES DES REPONSES ET RECOMMANDATIONS |
| --- | --- | --- |
| Analyse sommaire du profil de la zone d’intervention du Programme : | 3.1. Pour vous, quels sont les patrimoines physiques et culturels (sites, objets et pratiques sacrés) ? | Les patrimoines physiques sont constitués d’une part, d’éléments naturels du milieu, tels les sources d’eau, forêts, arbres, montagnes et roches sacrés, pour la plupart des villages (73% des sites culturels), ainsi que d’objets sacrés, dont l’or et le diamant (27% des objets sacrés cités) pour certaines régions de la Côte d’Ivoire ; d’autre part, de sites religieux, archéologiques (tombes, cimetières et vestiges de villages) et touristiques (23% des sites culturels) et d’objets sacrés constitués ou fabriqués, tels les fétiches, masques et tambours sacrés (73%). Le patrimoine culturel immatériel est encore important pour beaucoup de communautés consultées (88%), à la différence de certaines d’entre elles qui ont abandonné la pratique traditionnelle du sacré (12%). Ce patrimoine encore en cours, concerne l’ensemble des pratiques attachées aux sites et objets sacrés (50% des pratiques sacrées) évoqués ci-dessus, ainsi qu’aux cérémonies rituelles instituées (danses rituelles et initiatiques entre autres). Pour la plupart des communautés riveraines des RN ou PN, qu’elles y disposent partiellement ou non de patrimoine culturel ou physique, la recommandation forte reste l’autorisation d’accès aux sites sacrés situés dans les RN et PN, mêmes sous certaines conditions, et bien que des tentatives aient déjà été faites auprès des autorités forestières de certaines d’entre elles, mais sans succès. |
| Description de l’état initial du patrimoine historique et culturel, tout en mettant en exergue son importance : | 3.2. Que vous apportent ces différents sites, objets et pratiques ? | Les patrimoines physiques et culturels participent au bien être des communautés consultées (67%), à travers l’amélioration de la production agricole (pluie et après sacrifices rituels), la protection des communautés contre les maladies, pour la sécurité et le maintien ou le rétablissement de la cohésion sociale, ainsi que l’équilibre moral (bonheur, natalité…). Des liens sont établis avec les ancêtres et constituent le creuset de l’identité culturelle (21%), même si pour quelques rares communautés, le patrimoine physique et culturel n’a aucun apport, ou tout au plus, sert simplement à la perpétuation d’une pratique léguée (12%). |
| 3.3. Quels sont les menaces que subissent ces biens ? | Les menaces des biens patrimoniaux identifiés en premier lieu concernent la profanation et le non respects des interdits, auxquels s’ajoute la pratique des religions modernes. L’interdiction d’accès par l’État aux sites situés dans les RN et PN provoque la perte des rites et traditions. L’exploitation forestière, la pratique de l’agriculture et l’exploitation minière sont des menaces car augmentent la pression foncière (pression démographique et urbanisation). Il faut isoler et faire identifier - par des barrières de protection - les sites sacrés appartenant aux communautés villageoises, puis leur permettre l’accès. Il faut déguerpir les clandestins installés dans les PN et RN. |
| 3.4. Est-ce qu’il y a des gens qui viennent couper vos arbres sacrés chez vous ici ? | Les gens ne viennent pas couper les arbres sacrés, parce qu’il n’en existe plus. Mais s’il en reste, ils sont coupés. Il faut envisager leur protection dans le cadre du programme REDD+, notamment par des barrières de protection autour des sites et par des mesures de répression. |
| Bilan diagnostic des questions clés identifiées : | 3.5. Comment voyez-vous l’évolution de vos pratiques et de vos sites sacrés avec le projet REDD+ ? Ca va continuer ou s’arrêter ? | Il n’y aura pas changement car les sites sont déjà détruits, seulement le maintien de ce qui reste. La protection des sites est indispensable, via la collaboration entre les autorités forestières et coutumières. |
| 3.6. Que comptez-vous faire pour sauver ces sites et objets sacrés de ces menaces ? | Il revient à l’État d’agir et de protéger ces sites, avec la contribution des populations. Il est primordial de matérialiser clairement ces sites et d’en établir la propriété (29% des solutions proposées). Un plaidoyer est à conduire auprès de l’administration forestières afin d’avoir accès aux sites sacrés dans les PN et RN, ou au besoin, les y extraire afin de les protéger davantage. Quant aux sites détruits et profanés, la volonté est de les réhabiliter, mais cela n’est possible qu’avec l’implication et l’appui de la REDD+ et/ou de l’État. Pour l’heure, les sites demeurent menacés, car les communautés sont incapables de les sauver ou de les protéger, face aux clandestins et à cause du non-respect du sacré. |

# Plan de mise en œuvre

## Définition des objectifs des plans d’actions

Les plans à élaborer doivent s’appuyer sur un corpus de stratégies à savoir **:**

* stratégie de connaissance des sites;
* stratégie de conservation ;
* stratégie participative et d’implication ;
* stratégie de développement durable ;
* stratégie de promotion/marketing ;
* stratégie de sensibilisation et de communication.

En combinant les caractéristiques du site et la mise en œuvre de ces différentes stratégies, les objectifs spécifiques des plans d’actions de préservation et de valorisation en découleront tout naturellement.

Par ailleurs, il est très important de prendre en compte les stratégies sectorielles prévues être développées au niveau local, en impliquant les services ministériels déconcentrés concernés au premier chef. Par exemple, dans le cas de la stratégie de conservation développée par l’OIPR, il serait loisible d’impliquer le Ministère en charge de la Culture. Dans le cas de la stratégie de promotion/marketing des parcs nationaux, il serait souhaitable d’impliquer le Ministère du Tourisme.

Acteurs de la chaîne de mise en œuvre du cgrcp

Les rôles et responsabilités des parties prenantes pour une gestion adéquate des biens culturels dans le cadre de la mise en œuvre du présent CGRCP sont détaillés ci-après.

SEP-REDD+

En tant que maitre d’ouvrage de la mise en œuvre des projets REDD+, le SEP-REDD+ est le premier responsable de la mise en œuvre du CGRCP. A ce titre, il veille au respect scrupuleux par les entreprises, de la démarche méthodologique de mise en œuvre des activités afin de préserver le patrimoine culturel. D’autre part, il coordonne et fait appliquer les dispositions nationales et les standards internationaux dans le processus de mise en œuvre des activités susceptibles d’impacter négativement les ressources culturelles physiques ou en cas de découverte fortuite.

Laboratoires d’archéologie

Les laboratoires d’archéologie sont des structures qui regroupent tous les archéologues qui ont pour compétence la formation des étudiants et la recherche. Dans le cadre du mécanisme REDD+, ils pourraient participer aux recherches archéologiques en cas de découverte fortuite.

Services déconcentrés des ministères en charge de la Culture, de l’environnement et du Tourisme

Ils assurent au niveau local les charges régaliennes de protection des biens culturels, de définition des stratégies et de mise en œuvre/ou suivi des politiques et mesures édictées au niveau national. De façon substantiel dans le cadre de la mise en œuvre du CGRCP du mécanisme REDD+, ils ont un rôle de :

* information-documentation des activités de gestion du patrimoine pour le compte de l’administration ;
* suivi-accompagnement de la mise en œuvre du CGRCP ;
* facilitation, règlement des litiges.

Collectivités décentralisées (Conseils Régionaux et Communes)

En plus de la poursuite des politiques et mesures nationales au niveau local, ces collectivités ont en charge la question de la promotion et de la valorisation des biens culturels pour lesquels, elles sont les premiers garants dans leurs circonscriptions administratives respectives.

Autorités coutumières des villages de la zone des projets

Elles peuvent contribuer dans la mise en œuvre du cadre de gestion des biens culturels  à travers :

* l’information des populations et des autorités locales ;
* le suivi-accompagnement des populations et des projets ;
* le contrôle et vérification des actions en faveur des populations ;
* le contrôle des interventions des projets dans les villages ;
* la facilitation, sensibilisation et participation au règlement des litiges.

Propriétaires ou gestionnaires des biens

Premiers concernés des biens, ils sont incontournables pour la gestion en cas de délocalisation. Il convient au cas par cas, de les associer pour :

* une participation à la mise en œuvre des mesures proposées ;
* une participation aux échanges ;
* un suivi des opérations ;
* une adhésion aux principes généraux des projets.

## Mobilisation et implication des acteurs

Comme indiqué précédemment, la mise en œuvre du CGRCP est porté en premier lieu par le SEP REDD+. Celui-ci devra donc œuvrer à l’implication de l’ensemble des acteurs lors de la mise en œuvre des projets du mécanisme REDD+. Cette mobilisation devra être de mise de l’approbation des projets à leur évaluation. Cette mobilisation de l’ensemble des acteurs concernés en matière de préservations des ressources culturelles physiques commence par l’identification desdits acteurs.

Le SEP REDD+ devra en outre recommander aux bureaux et entreprises contractants la démarche d’implication participative tant que possible à tous les niveaux des interventions sur les projets.

## Budget de mise en œuvre

A ce stade de l’étude, l’élaboration d’un budget des activités est quasi-impossible, d’autant que le présent cadre de gestion ne se rapporte à aucune composante spécifique déclinée en mesures et en actions dans le processus de mise en œuvre du mécanisme REDD+.

Toutefois, sur la base d’une diffusion et d’un partage du contenu nécessaire du cadre de gestion des ressources culturelles physiques, et en vue de préparer les acteurs dans les différentes régions de la Côte d’Ivoire à la sauvegarde des sites culturels (surtout forêts sacrées) et la promotion des AP existantes (développement et renforcement de l’éco-tourisme), il est possible de prévoir des rencontres entre acteurs.

Ainsi, un budget de 100 millions FCFA sera nécessaire pour l’organisation des ateliers de partage du contenu du CGRCP dans toutes les régions de la Côte d’Ivoire.

# Plan de suivi

Le suivi-évaluation a pour objectif de s’assurer que les mesures proposées pour la protection du patrimoine culturel sont respectées et appliquées selon le planning prévu. Dans une dynamique de responsabilisation et d’implication, les populations participeront activement au suivi des activités de ce cadre par le biais de leurs représentants et des cadres de concertation au niveau local.

## Stratégie de suivi et contrôle de l’exécution

En vue d’atteindre les objectifs de suivi évaluation, il convient de mettre en place un mécanisme efficace de formation/sensibilisation afin d’amener les acteurs concernées à :

* mieux comprendre la nécessité d’apprécier les résultats obtenus ;
* faire le suivi régulier des activités à partir d’indicateurs en rapport avec les objectifs, les activités et résultats attendus et les moyens utilisés ;
* faire le bilan de l’impact du projet dans leur milieu et identifier les facteurs expliquant ou justifiant le niveau de réalisation ;
* proposer des mesures d’atténuation ou de correction en vue de redresser la situation et de trouver des solutions palliatives.

## Contenu du suivi-évaluation du CGRCP

La confection et la mise en place d’un outil approprié de suivi évaluation devront permettre aux différents acteurs de faire le bilan de la préservation de leur patrimoine culturel physique et des changements observés dans leur localité après la réalisation des activités du REDD+. Au niveau de l’évaluation du CGRCP, le projet pourra :

* quantifier les actions de préservation et de valorisation menées ;
* identifier les difficultés rencontrées ;
* réfléchir sur les mesures correctives à apporter.
* apprécier le niveau d'atteinte des objectifs ;

**Les indicateurs de suivi du patrimoine c**ulturel au niveau du mécanisme REDD+ peuvent être résumés comme suit:

* Nombre de micro-projets susceptibles d’avoir des conséquences sur les ressources culturelles ;
* Nombre de ressources, biens culturels décrits ;
* Nombre de sites d’intérêt archéologique, historique ou naturel découverts ;
* Nombre des personnes formées en cas de découvertes fortuites ;
* Taux d’application des mesures de protection du Patrimoine culturel ;
* État de conservation des vestiges retrouvés ;
* Pourcentage du coût des activités de préservation et valorisation.

## La périodicité du suivi et de l'évaluation

Le suivi évaluation se déroulera en trois étapes :

* Au moment de la planification des actions, la population fixe l'objectif visé vis-à-vis du bien culturel susceptible d’être affecté et définit les actions envisageables ;
* Au cours de la mise en œuvre de ces actions de préservation du patrimoine culturel, les populations font mensuellement et trimestriellement le point sur la situation de l'exécution. Elles identifient également les difficultés et les solutions à apporter (à mi-parcours) ;
* A la fin des activités, les populations apprécient le niveau d'atteinte des objectifs du cadre et des plans d’action définis ainsi que les changements observés au niveau des communautés villageoises.

L’approche de suivi évaluation recommandable pour le présent CGRCP se situe à deux niveaux :

* Au niveau du suivi interne

Les différents groupes cibles impliqués dans la mise en œuvre du cadre doivent assurer le suivi interne. Les différents intervenants dans la mise en œuvre des activités devront voir leurs capacités renforcées afin de leur permettre d’assurer les responsabilités qui seront les leurs pour le suivi-évaluation. Les communautés affectées et leurs représentants ainsi que les autorités coutumières, les services techniques et les administrations décentralisées devront participer à ce suivi. Ce suivi sera coordonné par le SEP REDD+ et les services en charge de la culture.

* Au niveau du suivi externe

Le suivi externe sera assure par l’ANDE et le Ministère en charge de la culture (OIPC par exemple). Ces derniers pourront s’appuyer sur l’expertise des laboratoires d’archéologies et/ou des Universités ou autres Experts agrées.

L’organisme de financement du projet à travers ses missions d’Appui à la mise en œuvre du des projets du mécanisme REDD+, assurera également le suivi externe par le biais de ses spécialistes en sauvegarde environnementale et sociale.

# Conclusion

Ce présente cadre de gestion énonce les principes directeurs et la procédure à suivre au cours de la mise en œuvre des activités des projets REDD+. Sa mise en œuvre permettra d’aboutir à la prévention d’éventuels impacts négatifs sur les ressources culturelles physiques selon les prescriptions légales nationales ainsi que les standards internationaux. Il prévoit les limitations d’accès aux ressources naturelles, les travaux d’aménagement et d’excavation ainsi que les possibles découverts fortuites comme d’éventuels sources d’impacts négatifs sur les ressources culturelles physiques. De même, il dresse une appréciation de la situation actuelle vécue par les populations, affectées potentielles de la mise en œuvre des projets, et préconise des mesures de sauvegarde des ressources culturelles physiques sur la base de l’identification faite à travers les consultations publiques qui s’y sont tenues.

Au final, le SEP REDD+, maître d’ouvrage des futurs projets REDD+, devra à partir dudit cadre non seulement veiller avec les structures habilitées à la préservation des ressources culturelles physiques mais également inclure leur promotion ou valorisation dans la mise en œuvre des options stratégiques du REDD+.

Références bibliographiques

* AGEROUTE : Etudes de faisabilité technique, économique, environnementale et sociale et de mise en concession de l’autoroute du Nord, Tronçon Yamoussoukro – Bouaké (132 km), Etudes d’Impacts environnemental et social, juin 2015, 128 pages.
* Programme d’Investissement pour la Forêt (PIF)/PGAPF : Cadre de Gestion des Ressources Culturelles Physiques, Congo, Mars 2015, 50 pages.
* MCA-BF ; Cadre de politique de réinstallation des projets MCA-BF, Ouagadougou, mars 2010, 106 pages.
* Banque mondiale : Principe de sauvegarde du patrimoine culturel physique, Guide pratique, Mars 2009, 60 pages.
* OIPR : Programme cadre de gestion des aires protégées (PCGAP), Cadre de politique de réinstallation involontaire des populations, 2008, 30 pages.

Annexes

1. Détail des consultations sur le patrimoine

Localités, dates et effectifs des participants

| NB | DATES | NOM | CHEFS-LIEUX | VILLAGES | TOTAUX |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| AXE OUEST | | | | | |
| 1 | 10/03/2016 | ALEPE | 37 |  | 37 |
| 2 | 17/03/2016 | DIEBLY |  | 77 | 77 |
| 3 | 18/03/2016 | ODIENNE | 24 |  | 24 |
| 4 | 19/03/2016 | SIBABLY |  | 20 | 20 |
| 5 | 19/03/2016 | KAHEN ZARABAON |  | 20 | 20 |
| 6 | 21/03/2016 | MAN | 25 |  | 25 |
| 7 | 22/03/2016 | DUEKOUE | 20 |  | 20 |
| 8 | 24/03/2016 | BLOLEQUIN |  | 38 | 38 |
| 9 | 25/03/2016 | TAÏ |  | 15 | 15 |
| 10 | 31/03/2016 | DALOA | 25 |  | 25 |
| 11 | 01/04/2016 | SEGUELA | 21 |  | 21 |
| 12 | 04/04/2016 | SOUBRE | 24 |  | 24 |
| 13 | 05/04/2016 | GUIGLO |  | 43 | 43 |
| 14 | 06/04/2016 | SAN PEDRO | 29 |  | 29 |
| 15 | 06/04/2016 | MEAGUI |  | 19 | 19 |
| 16 | 08/04/2016 | SASSANDRA | 25 |  | 25 |
| 17 | 09/04/2016 | DOBA |  | 44 | 44 |
| 18 | 10/04/2016 | ADK |  | 75 | 75 |
| TOTAUX | | | 230 | 351 | 581 |
| AXE CENTRE | | | | | |
| 1 | 16/03/2016 | KORHOGO | 19 |  | 19 |
| 2 | 18/03/2016 | TORTIYA |  | 44 | 44 |
| 3 | 20/03/2016 | LATOKAHA |  | 61 | 61 |
| 4 | 21/03/2016 | KATIOLA | 30 |  | 30 |
| 5 | 23/03/2016 | BOUAFLE | 29 |  | 29 |
| 6 | 23/03/2016 | SEIZRA |  | 16 | 16 |
| 7 | 24/03/2016 | ZOOLA DANANGORO |  | 63 | 63 |
| 8 | 25/03/2016 | SINFRA | 42 |  | 42 |
| 9 | 29/03/2016 | DIEGONEFLA |  | 27 | 27 |
| 10 | 29/03/2016 | GAGNOA | 30 |  | 30 |
| 11 | 30/03/2016 | OUME | 29 |  | 29 |
| 12 | 30/03/2016 | GABIA |  | 44 | 44 |
| 13 | 01/04/2016 | DIVO | 37 |  | 37 |
| 14 | 04/04/2016 | SIKENSI | 18 |  | 18 |
| 15 | 05/04/2016 | BAKANOU |  | 30 | 30 |
| 16 | 07/04/2016 | BECEDI |  | 32 | 32 |
| TOTAUX | | | 234 | 317 | 551 |
| AXE EST | | | | | |
| 1 | 16/03/2016 | BOUNA | 21 |  | 21 |
| 2 | 17/03/2016 | GANSE |  | 32 | 32 |
| 3 | 17/03/2016 | KOFLANDE |  | 13 | 13 |
| 4 | 18/03/2016 | BONDOUKOU | 29 |  | 29 |
| 5 | 21/03/2016 | DIAMARAKRO |  | 26 | 26 |
| 6 | 21/03/2016 | EBILASSOKRO |  | 24 | 24 |
| 7 | 22/03/2016 | ABENGOUROU | 25 |  | 25 |
| 8 | 24/03/2016 | DAOUKRO | 29 |  | 29 |
| 9 | 25/04/2016 | ABOISSO | 29 |  | 29 |
| 10 | 25/03/2016 | ANANDA |  | 19 | 19 |
| 11 | 25/03/2016 | ANGOAKRO |  | 36 | 36 |
| 12 | 31/03/2016 | DIMBOKRO | 32 |  | 32 |
| 13 | 02/04/2016 | M'BOHOIN |  | 64 | 64 |
| 14 | 07/04/2016 | BONGOUANOU | 26 |  | 26 |
| 15 | 12/04/2016 | MOPODJI |  | 44 | 44 |
| TOTAUX | | | 191 | 258 | 449 |
| GRAND TOTAUX | | | 655 | 926 | 1581 |

Listes de participants

Voir annexe Rapport Consultations publiques.

Problèmes soulevés et réponses données

|  |  |
| --- | --- |
| Problèmes soulevés | Réponses apportées |
| Les populations des localités visitées disent subir le dictat des exploitants forestiers, car en prétextant disposer d’un permis d’exploitation, ils pénètrent dans les forêts sacrés et y abattent les arbres conservés. | C’est l’objectif de la présente démarche du mécanisme REDD+, à savoir faire en sorte que les textes et les implications des populations soient renforcées dans le cadre de la gestion des ressources forestières. |
| Du fait de leur proximité d’avec une aire protégée, les communautés ont dû abandonner des sites et objets sacrés dans le parc ou la réserve où elles n’ont plus droit d’accès. Elles assistent impuissantes à la perte de ces valeurs, qui jadis ont contribué à les protéger et à garder les liens avec leurs ancêtres. | Des stratégies nationales sont en train d’être mises en place pour régler définitivement ce problème. Les projets qui émaneront du mécanisme REDD+ devront, avec la participation des populations, consolider les acquis de ces stratégies qui seront mises en œuvre. |
| L’autorité traditionnelle se sent pas suffisamment renforcée pour sanctionner les auteurs de profanations des sites sacrés, lorsqu’il s’agit surtout des allochtones et des allogènes. | Cette situation trouve une solution dans le développement des stratégies de développement de la cohésion sociale et de la valorisation des sites et objets sacrés. |

1. Termes de références



LISTE DES ABREVATIONS

**BAU**  : Business-As-Usual

**CF** : Cadre Fonctionnel

**CGES** : Cadre de Gestion Environnementale et Sociale

**CGRCP** : Cadre de Gestion des Ressources Culturelles Physiques

**CPR** : Cadre de Politique de Réinstallation

**CS** : Comité de Suivi

**DSRP** : Document Stratégique de réduction de la Pauvreté

**FAO** : Food and Agriculture Organisation (Organisation des Nations Unies pour l’Alimentation et l’Agriculture

**FCPF** : Fonds de Partenariat pour le Carbone Forestier

**FLEGT** : Application des règlementations forestières, gouvernance et échange commerciaux

**GES** : Gaz à Effet de Serre

**ONG** : Organisation Non Gouvernementale

**PAR** : Plan d’Action et de Réinstallation

**PGES** : Plan de Gestion Environnementale et Sociale

**PGPP** : Plan de Gestion des Pestes et des Pesticides

**PND** : Plan National de Développement

**REDD**+  : Réduction des Emissions dues à la Déforestation et à la Dégradation des forêts

**R-PP** : Plan de Préparation à la REDD+

**SEP-REDD+**  : Secrétariat Exécutif permanant REDD+

**SIDA** : Syndrome d'Immunodéficience Acquise

**TDR** : Termes de Références

1. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Suite à la Conférence de Rio (1992), la Côte d’Ivoire contribue à la lutte contre le changement climatique en visant l’atténuation des émissions des Gaz à Effet de Serre (GES), notamment à travers la gestion durable et équitable des forêts, la valorisation des services environnementaux et le renforcement des stocks du carbone forestier.

En même temps, la Côte d’Ivoire cherche à assurer la sécurité alimentaire des communautés rurales, à réduire la pauvreté et à relancer la croissance économique, par le renforcement des capacités de l’administration et des populations, par l’amélioration des systèmes de production agricoles et forestiers, par la diversification et l’augmentation des revenus.

La Côte d’Ivoire estime que les approches stratégiques visant le renforcement des stocks de carbone forestier devraient avoir des impacts positifs sur l’économie nationale, notamment du point de vue environnemental, avec le traitement des causes de la déforestation et de la dégradation des forêts, et la protection des sols, du couvert végétal, des ressources en eau et de la biodiversité.

Une approche retenue comme prioritaire est la « Réduction des Emissions dues à la Déforestation et à la Dégradation des forêts (REDD+) », mécanisme international d’atténuation des effets néfastes du changement climatique portant sur la conservation du carbone forestier sans freiner le développement socio-économique du pays.

Ainsi, la Côte d’Ivoire s’est engagée dans le mécanisme international de Réduction des Émissions de gaz à effet de serre issues de la Déforestation et de la Dégradation des forêts (REDD+) en juin 2011 afin de contribuer à la lutte mondiale contre les changements climatiques et pour restaurer son couvert forestier fortement dégradé.

Cet engagement a été réaffirmé au plus haut sommet de l’Etat à travers la prise du décret no 2012-1049 du 24 octobre 2012 portant création et organisation de la Commission Nationale REDD+ qui constitue le cadre de gestion du mécanisme REDD+. Elle comprend trois organes : (i) le Comité National REDD+ en charge du pilotage, de la prise de décisions et de l’orientation stratégique du mécanisme REDD+ ; (ii) le Comité Technique Interministériel en charge de la planification, de la mise en œuvre des décisions du Comité National REDD+ et de la proposition des grandes orientations en matière de réduction des Emissions de Gaz à effet de serre et (iii) le Secrétariat Exécutif Permanent (SEP/REDD+) en charge de la planification, la mobilisation des ressources financières et l'accompagnement technique du processus de préparation à la REDD+.

De plus, cet engagement s’aligne avec l’objectif du Plan National de Développement en son axe stratégique 4 relatif à l’Environnement et au Développement durable qui positionne la REDD+ comme un mécanisme pertinent de lutte contre les changements climatiques.

A cet effet, le pays a élaboré une stratégie nationale du mécanisme REDD+ avec la participation de toutes les parties prenantes.

L’une des finalités premières du Mécanisme REDD+ étant la préservation et l’amélioration du couvert forestier existant, par exemple, la déclinaison des Options Stratégiques 3 et 4 (voir en annexe 1, pourrait déclencher la PO 4.11 et rendre nécessaire des plans d’actions spécifiques de préservation, de conservation voire de promotion se référant au Cadre de Gestion des Ressources Culturelles Physiques (CGRCP) élaboré dans les cadre d’une étude d’Evaluation Environnementale et Sociale Stratégique (EESS), conformément aux principes et directives opérationnelles de la Banque Mondiale.

L’importance du patrimoine historique et culturel n’est plus à démontrer au regard du foisonnement des conventions et traités internationaux. La Côte d’Ivoire a reconnu cette importance à certains sites et biens existants, à travers plusieurs dispositions légales et règlementaires de sauvegarde.

L’élaboration des plans de gestion (préservations conservation et promotion) des Ressources Culturelles Physiques (RCP) est un processus à plusieurs volets, qui à leur mise en œuvre, permettront d’analyser les exigences de chaque site à valoriser, d’anticiper les activités particulières requises pour une gestion durable du site du projet.

Ces Termes de Références (Tdrs) portent sur les plans de gestions nécessaires à l’établissement de certains projets à forts impacts sur les ressources culturelles dans le cadre de la mise en œuvre des options stratégiques REDD+.

2. OBJECTIFS ET RÉSULTATS ATTENDUS

2.1. Objectifs

L’objectif global de du plan de gestion des ressources culturelles physiques est de (i) évaluer les impacts, bons ou mauvais afin de pouvoir ensuite (ii) confirmer ou modifier, la mise en œuvre des projets REDD+, (iii) proposer des actions correctrices ou de compensation des dommages.

Conformément aux politiques de sauvegardes de la Banque mondiale, une attention particulière devrait être accordée à l’attachement des communautés à ces ressources culturelles physiques, et aux droits des communautés.

Le Pan de gestion des RCP doit fournir plus spécifiquement les résultats suivants :

L’objectif général de l’étude est de fournir un ensemble de mesures techniques, opérationnelles, organisationnelles à l’intérieur d’un cadre de gestion des ressources culturelles physiques (CGRCP) permettant de prévenir et de gérer les risques potentiels du projet encourus pendant sa mise en œuvre.

Il s’agira plus spécifiquement de :

* faire une description de la situation de référence du patrimoine culturel matériel de la région du Sahel en mettant l’accent notamment sur les éléments caractéristiques majeurs à préserver dans la zone d’influence ;
* procéder à une analyse des facteurs du projet risquant d’affecter le patrimoine culturel matériel dans l’aire de mise en œuvre du projet ;
* identifier les forces et les faiblesses du cadre institutionnel de mise en œuvre des mesures de préservation et de conservation du patrimoine historique et culturel ;
* proposer des orientations et des mesures concrètes de gestion des risques et des impacts associés aux différentes interventions du projet pouvant affecter le patrimoine historique et culturel de la zone d’influence du projet ;
* élaborer les plans d’actions nécessaires et indispensables relativement de Gestion des Ressources Culturelles Physiques(CGRCP) de la zone d’influence du projet assorti d’un budget.

2.2. Résultats attendus

Ces objectifs ci-dessus cités permettront de façon globale de déboucher sur :

* la sélection de stratégies acceptables ;
* des ajustements faits à certaines approches du projet afin d’en réduire les impacts négatifs ;

En substance, les résultats attendus de l’étude sont :

* la description de l’état initial du patrimoine historique et culturel du site du projet en mettant l’accent notamment sur les éléments caractéristiques majeurs à préserver est faite ;
* une analyse des facteurs du projet risquant d’affecter le patrimoine historique et culturel est effectuée ;
* les forces et les faiblesses en matière de préservation et de conservation du patrimoine historique et culturel sont mises en exergue en vue de leur prise en compte dans la mise en œuvre du projet;
* des orientations et des mesures concrètes de gestion des risques et des impacts associés aux différentes interventions du projet pouvant affecter le patrimoine historique et culturel de la zone d’influence du projet sont proposées ;
* un plan ou des plans de Gestion des Ressources culturelles y compris les coûts estimatifs des actions à mettre en œuvre est élaboré.

3. TACHES DU CONSULTANT

Les tâches dévolues au Consultant sont les suivantes :

* proposer une note de cadrage de l’étude (notamment la méthodologie, le calendrier et le plan du rapport) qui sera validée par le Maître d’ouvrage ;
* faire l’inventaire et décrire le milieu physique du projet en mettant l’accent sur les spécificités du patrimoine historique et culturel (la nature des éléments constitutifs de ce patrimoine, leur intérêt historique et culturel, leur état des préservations et de conservation, les risques actuels qui pèsent sur leur devenir et dont le projet davantage dégradée sa situation) ;
* décrire le cadre institutionnel et juridique de gestion de préservation et de conservation du patrimoine historique et culturel aux niveaux étatique et décentralisé ; tout en interrogeant le cadre juridico-institutionnel du projet afin de déceler les mesures se rapportant au patrimoine historique et culturel de la zone d’influence du projet ;
* identifier et évaluer l'importance potentielle des impacts positifs et négatifs, directs et indirects du projet par catégorie/type de sous – projet envisagé ;
* décrire les mécanismes et les arrangements institutionnels de mise en œuvre du ou des plans de gestion en clarifiant les rôles et responsabilités de toutes les parties prenantes (au niveau central, régional/local, communal et district/village) impliquées dans sa mise en œuvre ;
* proposer un système de suivi-évaluation des mesures proposées pour la préservation et la conservation du patrimoine historique et culturel (*indicateurs*, *fréquence de collecte/calcul/estimation, responsabilités, etc.*), de préférence participatif ;
* évaluer la capacité des institutions nationales responsables et impliquées dans la mise en œuvre du CGRCP, et proposer des mesures pour le renforcement de leurs capacités ;
* préparer un budget récapitulatif de toutes les actions et activités proposées;
* rédiger le rapport de l’étude.

4. ORGANISATION DE L’ETUDE

4.1. Approche méthodologique

L’étude sera conduite sous la supervision globale du SEP REDD+ en relation avec l’ensemble des acteurs clé dont les services des Ministères en charge de la culture et de l’environnement, les Conseils régionaux et les Communes le cas échéant ainsi que les structures nationales en charge des questions du patrimoine culturel et historique, les institutions de recherche et d’appui-conseil, les communautés locales et les opérateurs privés concernés. Le consultant sera appuyé par des personnes ressources locales et internationales. La démarche devra donc garantir le dialogue et la participation.

4.2. Contenu du rapport

Le rapport de gestion des patrimoines culturels physiques lorsde la mise en œuvre des projets REDD+ devra être concis et précis**.** Il doit mettre l’accent sur le patrimoine historique et culturel de la zone d’influence du projet et son importance pour le développement. Il se concentrera sur les résultats, les conclusions et les recommandations pour de futures actions, à la lumière des données rassemblées ou d'autres références utilisées au cours de l'étude. Les éventuels détails significatifs seront renvoyés en annexe du rapport.

Le rapport de CGRCP peut offrir le contenu suivant :

* Liste des Acronymes ;
* Table des matières ;
* Résumé exécutif en français et en anglais ;
* Objectif de l’étude et structuration du rapport ;
* Présentation du projet ;
* Analyse sommaire du profil de la zone d’intervention du projet ;
* Présentation de la méthodologie utilisée en faisant ressortir la manière dont l’étude a été conduite et les parties impliquées dans la préparation assortie d’un schéma du processus ;
* Présentation du cadre politique, institutionnel et juridique en matière de gestion des ressources culturelles physiques ;
* Description de l’état initial du patrimoine historique et culturel tout en mettant en exergue son importance ;
* Description des impacts potentiels et mesures proposées
* Bilan diagnostic des questions clés identifiées ;
* Énoncé des principes directeurs, les objectifs poursuivis ;
* Actions correspondant aux objectifs (dont les délais, les priorités, les ressources et les indicateurs) ;
* Synthèse des consultations publiques ;
* Plan de mise en œuvre, calendrier et budget de mise en œuvre ;
* Plan de suivi ;
* Annexes
* références bibliographiques ;
* Détails des consultations publiques (préoccupations soulevées, PV des réunions, réponses données, localités, listes des personnes consultées, etc. ;
* Termes de Référence.

4.3 Durée de l’étude

La durée calendaire entre le démarrage effectif et le dépôt du rapport final provisoire n’excèdera pas trois (03) mois. Le consultant devra proposer un calendrier détaillé de l’exécution de sa mission qui sera validé par l’Unité de Gestion du Projet.

5. QUALIFICATION ET EXPERTISE REQUISES

Le Consultant recherché devra être un spécialiste des domaines des sciences sociales (histoire, archéologie, géographie, sociologie) ayant des compétences dans le domaine de la préservation, la conservation et la protection de patrimoine historique et culturel et en système de représentations sociales. Il devra être au moins titulaire du BAC+5 et justifier d’au moins deux (02) travaux d’élaboration de CGRCP et de plus de cinq (5) ans dans les études d’impacts de projet et de plan d’actions dont deux (02) relatives spécifiquement aux ressources culturelles physiques.

Le consultant devra être familier avec les politiques de sauvegarde environnementale et sociale de la Banque Mondiale et plus particulièrement avec l’OP/PB4.11 relative aux ressources culturelles physiques.

Le consultant qui sera retenu devra, si besoin est, s’associer d’un expert qualifié et expérimenté et qualifié en histoire et archéologie.

6. LIVRABLES

Les livrables de cette prestation seront divisés en trois :

* 1) Rapport initial
* 1) Rapport préliminaire d’analyse (situation de départ et situation en lien avec le projet);
* 3) Rapport global final, incluant es plans de gestions nécessaires, le budget, le calendrier de mise en œuvre..).

Le prestataire devra fournir 10 (dix) copies imprimées de chaque rapport, ainsi que les copies électroniques.